

--

---

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey  
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>  
sous-domaine  
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>

**Bonjour.**

Quelques mots !

La dégénérescence du sérail politique qui en plus s'enterre dans les logomachies, ce n'est pas à la hauteur de la France ; quant aux avortons qui n'ont que les mots "d'état d'urgence" à la bouche, n'en disons pas plus : qu'ils descendent dans la fosse tout de suite, plus par peur que mal !

C'est vrai que tout ce beau monde de politiciens est d'une rare incompétence face à la faune des pouvoirs autre part sur le globe...

:-((

**& Vous trouverez à la suite un "Numéro spécial" en faveur de la Palestine , un état qui devrait être libre et indépendant au côté d'Israël, et pour ELLE : vivat !**

Bonne lecture !

@+

JJPR

---

**Incidentement, pour ceux qui ont le temps, nouvelles publications littéraires 2023 par :**  
[jj-pat-rey.com/JJ-REY\\_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html](https://jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html)

## Sommaire :

Accès direct en ligne au numéro le plus récent de l'Internet-Tribune-Libre :

[jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html](http://jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html)

et pour toutes les années (de 2004 à 2023) par :

[jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html](http://jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html)

(Avec les illustrations en prime et une version PDF : innovation 2023 !)

### - L'ORIGINE DES MAUX EN PALESTINE

*par Jean-Jacques REY*

### - LA GUERRE A REPRIS AU PROCHE ORIENT

*par Guy CRÉQUIE*

### - ISRAËL CONTRE PALESTINE : JUSQU'À QUAND ?

*par Pierre PÉGUIN*

### - GAZA : GÉNOCIDE ET SILENCE

*par Mazin QUMSIYEH*

### - SILENCE, ON TUE

*par TSEDEK!*

---

## L'ORIGINE DES MAUX EN PALESTINE

J'ai honte de l'hypocrisie occidentale en général, qui fuit régulièrement ses responsabilités historiques ; mais concernant le conflit séculaire en Palestine, elle atteint des sommets, cette hypocrisie, et j'ajouterai aussi, cette lâcheté. S'il y a des damnés sur Terre et de la terre, les populations arabes de Palestine en font sans aucun doute partie.

Il n'y a pas d'autres solutions pour une paix durable en Palestine que deux états, viables et aux frontières définies, définitivement, et sous des auspices internationales de bon aloi si possible. Ce qui nécessite l'arrêt de tout découpage de territoires et le retrait des colonies israéliennes en Cisjordanie. C'est cela, la « *realpolitik* », si on veut que les deux nations là-bas : arabe et juive, cessent d'être des ennemis héréditaires. **Chacune de ses nations a droit à son état.**

Au passage, si on faisait respecter les résolutions de l'O.N.U. à ce sujet et en particulier sur le retrait israélien des territoires occupés en Cisjordanie

**1) [voir références en notes]**, on n'en serait peut-être pas là aujourd'hui, dans une énième confrontation guerrière d'envergure, entre les protagonistes : l'armée israélienne d'un côté et les diverses factions armées de combattants palestiniens, résistant à une occupation illégale de l'autre.

**La lutte est impitoyable, cruelle, et on n'hésite pas aux pires exactions des deux côtés, c'est vrai.**

Mais comme tout le monde sait, non seulement l'Occident est partial dans cette affaire, mais également, il est le premier responsable de cette situation, historiquement parlant, par un partage abracadabrant des dépouilles de l'empire ottoman (turc) au sortir de la première guerre mondiale et des choix géopolitiques, faits à cette époque. **2) [Déclaration Balfour, 1917 : il y a une abondante littérature à ce sujet, et je donne quelques pistes sur le Web en notes]**.

Cette politique du « *deux poids, deux mesures* » dans les relations internationales, pratiquée couramment par les pays occidentaux, USA en tête, est d'ailleurs vivement critiquée et à juste titre par le reste du monde.

Il en est pareil des sanctions économiques, unilatérales, souvent contre-productives ou pour le moins inefficaces ; quand elles ne se retournent pas directement contre leurs initiateurs et responsables. Un exemple type étant celles liées au conflit en Ukraine, qui n'ont fait qu'empirer les tensions et le désastre, à l'Est comme à l'Ouest.

Soulignons que ces mêmes sanctions pénalisent d'abord les populations et ne dérangent guère les dirigeants et responsables politiques qui font alors, tout simplement, leur deuil des bonnes considérations de l'Occident ; celui-ci invitant d'ailleurs plus à faire ce qu'il dit plutôt qu'imiter ce qu'il fait, et on comprend aisément pourquoi...

Pour revenir au conflit endémique au Proche-Orient, une constante dans la psychologie humaine doit s'imposer ou nous revenir en mémoire : on ne contrôle pas ceux qui n'ont plus rien à perdre, et encore plus inévitablement quand il se font taper dessus à longueur de journée, en les acculant et les lésant ou même en détruisant leurs biens les plus chers, et maintenant, en allant jusqu'à les priver de l'essentiel au regard des besoins fondamentaux. Ceux qui croient le contraire, sont des extrémistes ou des fanatiques, dont l'humanité est à géométrie variable : de ceux qui provoquent des tragédies qui marquent les civilisations de traces indélébiles, moralement parlant. Ils acceptent rarement la différence de toute manière. Par quelques côtés, ils sont semblables aux « animaux » qu'ils prétendent exterminer. Avec un tel état d'esprit, nous retournons par là même aux pires moments de l'Histoire. CQFD !

**Jean-Jacques REY**

[jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html](http://jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html)

## Notes :

**1)**

### **Résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies**

[fr.wikipedia.org/wiki/Résolution\\_242\\_du\\_Conseil\\_de\\_sécurité\\_des\\_Nations\\_unies](http://fr.wikipedia.org/wiki/Résolution_242_du_Conseil_de_sécurité_des_Nations_unies)

La résolution 242 est une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui a été votée le 22 novembre 1967 à la suite de la guerre des Six Jours.

**L'ONU se réfère régulièrement à ce texte dans d'autres résolutions adoptées sur la question israélo-palestinienne.**

### Contexte

À l'issue de la première guerre israélo-arabe, aucun accord de paix n'a été signé entre Israël et les pays arabes voisins et le problème des réfugiés palestiniens reste sans solution. Après la guerre des frontières, la crise de Suez, l'arrivée au pouvoir de Nasser qui développe une politique d'union pan-arabe et la renaissance du nationalisme palestinien et dans le contexte de la guerre froide, le Moyen-Orient se prépare à un « second round » entre Israël et les pays arabes.

Au cours de l'année 1967, la tension monte entre Israël et la Syrie autour de la question de l'eau et les incidents de frontière se multiplient. En avril, des MIG-21 syriens et des Mirage israéliens s'affrontent sur la frontière. L'État d'Israël émet une plainte officielle à l'Organisation des Nations unies, sans suite. Devant des craintes formulées par les Soviétiques de voir Israël attaquer la Syrie, Nasser décide de soutenir son allié syrien. Le 16 mai, plusieurs divisions égyptiennes se positionnent dans le Sinaï le long de la frontière israélienne et le 18 mai, Israël décrète la mobilisation générale. La diplomatie ne parvient pas à calmer les tensions mais Nasser reçoit le soutien du monde arabe. Le 5 juin, Israël lance une attaque surprise contre l'Égypte puis attaque la Jordanie et la Syrie. En six jours, elle prend le contrôle du Sinaï jusqu'au canal de Suez, de la bande de Gaza, de la Cisjordanie dont Jérusalem-Est et du plateau du Golan qui sont connus sous le nom de « territoires occupés ».

Dans ce nouveau contexte, Israël annexe Jérusalem-Est, dénonce les conventions d'armistice de Rhodes et recherche une solution globale « sur la base de la reconnaissance des faits accomplis depuis 1948 ». Les Arabes, humiliés, resserrent les rangs lors du IVe Sommet de la Ligue arabe et définissent une position politique commune maximaliste à l'encontre d'Israël connue en tant que « triple refus de Khartoum ». La diplomatie internationale entre en jeu sous les auspices d'une médiation américano-soviétique qui aboutit à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

### Négociations

Aux Nations unies, les États-Unis défendent le principe du retrait mais veulent qu'il soit inscrit dans le cadre d'un règlement global garantissant une paix durable. Les Soviétiques de leur côté condamnent « l'agression israélienne » et demandent le retrait immédiat des « territoires occupés ». La France a une position intermédiaire et condamne Israël pour avoir déclenché les hostilités malgré ses avertissements et demande à Israël d'évacuer les « territoires occupés » et aux États arabes de reconnaître le droit à l'existence d'Israël. De Gaulle entend par là contrer l'influence soviétique au Moyen-Orient et améliorer ses relations avec le monde arabe qui fait porter la responsabilité des événements à l'Occident et aux États-Unis. Les pays du Tiers Monde soutiennent la nécessité absolue d'exiger un retrait car l'acquisition de territoires par la force serait un précédent susceptible de déstabiliser l'équilibre atteint après la Seconde Guerre mondiale et la décolonisation en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Les discussions portent sur la formulation à donner au retrait et opposent principalement Américains et Soviétiques. Ces derniers demandent un « retrait de tous les territoires occupés ». Une seconde formulation proposant un « retrait des territoires occupés » est avancée mais les Américains les rejettent l'une et l'autre. C'est une proposition britannique qui emporte le consensus : « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit », Note 1. Le 20 novembre 1967, l'URSS tente de changer la déclaration, en y incluant le retour israélien sur les lignes d'avant la guerre, mais la demande est rejetée. .../...

---

## **Les résolutions de l'ONU non respectées par Israël**

[trtfrancais.com/actualites/les-resolutions-de-lonu-non-respectees-par-israel-15334662](http://trtfrancais.com/actualites/les-resolutions-de-lonu-non-respectees-par-israel-15334662)

En 2022 seulement, Israël a battu tous les records en faisant l'objet de 15 résolutions de l'ONU, alors que seulement six concernaient la Russie, et ce, malgré la guerre entre cette dernière et l'Ukraine qui a commencé la même année.

Après l'opération militaire d'une envergure sans précédent des Brigades Al Qassam, l'aile armée du mouvement Hamas, sur le territoire israélien, le droit des Palestiniens à se défendre ne cesse de faire l'objet de condamnations partielles et partiales, principalement chez les alliés occidentaux d'Israël.

Si les images de prises d'otages et de civils tués ont encore une fois révélé l'horreur caractérisée de la guerre, il s'agit là pourtant d'une réalité à laquelle sont quotidiennement confrontés les Palestiniens depuis près de 70 ans.

**Recevant le soutien inconditionnel des puissances occidentales, Israël continue de profiter d'une exclusivité qui lui permet d'agir en toute impunité dans les territoires palestiniens, faisant fi de toutes les résolutions de l'ONU adoptées depuis sa création.**

Depuis 1947, Israël a fait l'objet de plus de 50 résolutions et condamnations de

l'ONU, qui n'ont pas été respectées ni prises en compte.

Nombreuses sont les résolutions qui exhortent les forces armées israéliennes au retrait des territoires occupés (Résolution 242), à indemniser les réfugiés et les laisser “rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et vivre en paix avec leurs voisins” (Résolution 194), à respecter le cessez-le-feu (Résolution 236), assurer “la sûreté, le bien-être et la sécurité des habitants des zones où des opérations militaires ont eu lieu” (Résolution 237).

Le 21 mai 1968, la résolution 252 du Conseil de sécurité de l'ONU déclare “non valides”, les mesures israéliennes qui consistent à “l'expropriation de terres et de biens immobiliers”, et visent à “modifier le statut de Jérusalem”.

Le 22 mars 1979, la résolution 446 du Conseil de sécurité exige l'arrêt des “pratiques israéliennes visant à établir des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967”, affirme que ces pratiques “n'ont aucune validité en droit” tout en demandant à Israël de respecter la convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

Dans sa Résolution 592 du 8 décembre 1986, le Conseil de sécurité de l'ONU rappelle que la convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre “est applicable aux territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967” et condamne “l'armée israélienne qui, ayant ouvert le feu, a tué ou blessé des étudiants” de l'université Bir Zeit.

Après le déclenchement de la première Intifada, le Conseil de sécurité condamne, dans sa Résolution 605 datée du 22 décembre 1987, les pratiques d'Israël “qui violent les droits du peuple palestinien dans les territoires occupés, en particulier le fait que l'armée israélienne a ouvert le feu, tuant ou blessant des civils palestiniens”.

Le 30 août 1989, la Résolution 641 du Conseil de sécurité de l'ONU “déploie qu'Israël, puissance occupante, continue d'expulser des civils palestiniens” et lui demande d'assurer le retour de tous les expulsés.

Après le début de la seconde Intifada, le Conseil de sécurité a dénoncé les violences et condamné le “recours excessif à la force contre les Palestiniens” tout en demandant à Israël de respecter ses obligations relatives à la convention de Genève (Résolution 1322 du 7 octobre 2000).

Après l'incursion de l'armée israélienne dans la bande de Gaza en 2009, le Conseil de sécurité exige dans sa Résolution 1860 du 8 janvier 2009, “l'instauration immédiate d'un cessez-le-feu durable et pleinement respecté menant au retrait total des forces israéliennes de la bande de Gaza”, et exige de ne pas entraver l'entrée des organisations médicales dans Gaza.

En 2022 seulement, Israël a battu tous les records en faisant l'objet de 15 résolutions de l'ONU, pendant que la Russie faisait l'objet de 6 résolutions, et ce, malgré la guerre entre cette dernière et l'Ukraine qui a débuté la même année. Cette liste, très loin d'être exhaustive, de résolutions non respectées, laisse entrevoir à quel point les **violations en matière de droits de l'homme auxquelles sont confrontés les Palestiniens**, restent toujours les mêmes presque 70 ans plus tard.

Mais les appels désespérés du peuple palestinien semblent malheureusement toujours inaudibles en Occident. .../...

---

## **Territoires palestiniens occupés**

[fr.wikipedia.org/wiki/Territoires\\_palestiniens\\_occupés](https://fr.wikipedia.org/wiki/Territoires_palestiniens_occupés)

Le terme Territoires palestiniens occupés (aussi appelés Territoires palestiniens) fait référence aux **territoires de l'ancienne Palestine, territoire conquis par l'armée britannique à compter de décembre 1917 et confié par la décision de la Société des Nations aux Britanniques de 1920 à 1948**. De tels territoires furent conquis puis administrés par l'Égypte - pour la bande de Gaza et par la Jordanie - pour la Cisjordanie et Jérusalem-Est de 1948 à 1967.

Ces territoires furent conquis puis administrés par l'État d'Israël après la guerre des Six Jours : la **Cisjordanie**, au 10 juin 1967, et notamment Jérusalem-Est, secteur qui fut conquis dès le 7 juin 1967 par les parachutistes israéliens de la 55e brigade d'infanterie commandée par le général Uzi Narkiss (ancien attaché militaire israélien à Paris, ancien élève de l'École Supérieure de Guerre à Paris, premier directeur du collège supérieur de l'armée israélienne) et la bande de Gaza, au 10 juin 1967.

L'Organisation des Nations unies (ONU) emploie la dénomination de « territoires occupés » dans la résolution 242 du 22 novembre 1967. Le 17 décembre 1967, le général, gouverneur militaire israélien, placé à la tête des forces militaires et des services israéliens en Cisjordanie, décide de façon unilatérale qu'à l'avenir, les termes de "territoires occupés" et de "rive occidentale du Jourdain" ne devront plus être employés par les services de l'État d'Israël et qu'il convient d'appeler le secteur occupé "Judée-Samarie".

À partir des années 1970, l'ONU parle de « territoires palestiniens occupés » . Dans sa résolution 58/292 du 6 mai 2004, l'Assemblée générale des Nations unies avalise la notion de « territoire palestinien occupé, incluant Jérusalem-Est ». La plupart des Israéliens les dénomment brièvement « les territoires » (hébreu : השטחים ). Le gouvernement israélien y voit un « territoire disputé » au statut non défini.

Le terme est utilisé par les Nations unies pour décrire les territoires sous le contrôle de l'Autorité palestinienne depuis 1993. Ceux-ci sont revendiqués pour devenir l'État de Palestine. Depuis 2017, les États-Unis ne décrivent plus les territoires comme étant « occupés ». .../...

---

**Territoires palestiniens occupés : l'expansion des colonies et les violences continuent, déplore l'envoyé de l'ONU**

[news.un.org/fr/story/2023/09/1139127](https://news.un.org/fr/story/2023/09/1139127)

27 septembre 2023. Paix et sécurité

Devant le Conseil de sécurité, l'envoyé de l'ONU au Moyen-Orient a confirmé mercredi la **poursuite de l'expansion des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés sur fond de violences, de provocations ininterrompues, et de recul du financement de l'aide à la population palestinienne.**

**Tor Wennesland**, Coordinateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, a mentionné l'avancement par les autorités israéliennes de plus d'une dizaine de milliers de nouveaux logements dans la zone C et Jérusalem-Est ainsi que des modifications administratives qui contribueront probablement à accélérer les colonies. Le gouvernement israélien a ainsi délégué la planification des colonies au ministre adjoint de la défense.

Les démolitions de structures palestiniennes se poursuivent

Les démolitions et les saisies de structures appartenant à des Palestiniens se sont elles aussi poursuivies dans toute la Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est. Prétendant l'absence de permis de construire délivrés par Israël, les autorités israéliennes ont démolit ou saisi 238 structures, dont 32 avaient été financées par des donateurs, déplaçant 183 personnes, dont 46 femmes et 91 enfants.

Parmi les exemples de démolitions, Tor Wennesland déplore celle, juste avant la rentrée scolaire, d'une école accueillant 80 élèves, et les menaces de destruction de 59 autres établissements scolaires desservant 6.500 élèves palestiniens.

Pas de répit dans les violences

En dépit de la résolution 2334 (2016), qui appelle à « des mesures immédiates pour prévenir tous les actes de violence contre les civils, y compris les actes de terreur, ainsi que tous les actes de provocation et de destruction », le Coordinateur spécial pour le processus de paix a constaté que la violence quotidienne se poursuit.

En témoignage, depuis le 15 juin, les 68 Palestiniens, dont 18 enfants, tués par les forces de sécurité israéliennes lors de manifestations, d'affrontements, d'opérations de sécurité, d'attaques confirmées ou présumées contre des Israéliens et d'autres incidents.

En outre, deux Palestiniens ont été tués et 73 blessés, dont trois femmes et 12 enfants, au cours de nombreuses attaques par des colons israéliens.

« Si **António Guterres** appelle les forces de sécurité à une plus grande retenue, il s'est dit, aussi, troublé par les niveaux élevés de violence liée aux colons, souvent à proximité des forces de sécurité israéliennes, dont les auteurs sont rarement tenus responsables », a noté M. Wennesland. .../...

---

2)

**2 novembre 1917 : Déclaration Balfour**

[les-yeux-du-monde.fr/ressources/histoire-geographie/evenements-historiques/31301-2-novembre-1917-declaration-balfour](http://les-yeux-du-monde.fr/ressources/histoire-geographie/evenements-historiques/31301-2-novembre-1917-declaration-balfour)

Le 2 novembre 1917, le ministre des Affaires étrangères britannique, Lord Arthur James Balfour, apposa sa signature au bas d'une lettre considérée comme un des documents diplomatiques les plus importants du XXème siècle. Dans ce texte, rendu public par la presse le 9 novembre 1917, le Royaume-Uni affirme être en faveur de la création d'un « *foyer national pour le peuple juif* ». Un siècle plus tard, beaucoup considèrent cet engagement comme le **début symbolique du conflit israélo-palestinien**.

Pourquoi ce texte est-il considéré comme un document aussi marquant ?

Cette lettre, baptisée « Déclaration Balfour » en référence à son signataire, était adressée au président de la Fédération sioniste de Grande-Bretagne, Lord Rothschild. C'est la première fois qu'un pouvoir majeur supporte publiquement le Sionisme. On peut noter que Lord Balfour a décidé de parler seulement d'un « foyer national », et non d'un « État », mais **obtenir un État israélien était le but ultime du mouvement sioniste**. Grâce à ce texte, ils pouvaient affirmer être soutenus par une puissance. De plus, le 14 février 1918, la France a déclaré s'associer à la ligne britannique. Néanmoins, la France souhaitait la création d'une zone internationalisée (zone brune) en Palestine, comme prévu par les accords de Sykes-Picot (1916), et non pas un mandat britannique de la région.

La Société des Nations – créée le 10 janvier 1920 – reconnaît rapidement l'engagement pris dans la Déclaration Balfour. Suite au traité de Sèvres (1920), et à la conférence de San Remo, le 24 juillet 1922, le Conseil de la Société des Nations approuve le projet de mandat britannique de la Palestine. Il entra en vigueur le 29 septembre 1923. Un des buts de ce mandat était de créer un foyer national juif, comme l'avait promis le Royaume-Uni dans la Déclaration de Balfour. ....

---

## Déclaration Balfour de 1917

[fr.wikipedia.org/wiki/Déclaration\\_Balfour\\_de\\_1917](http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9claration_Balfour_de_1917)

La Déclaration Balfour de 1917 est une lettre ouverte datée du 2 novembre 1917 et signée par Arthur Balfour, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères (the Foreign Secretary). Elle est adressée à Lord Lionel Walter Rothschild (1868-1937), personnalité éminente de la communauté juive britannique et financier du mouvement sioniste, aux fins de retransmission.

Par cette lettre, le Royaume-Uni se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un projet national (présenté comme « un foyer national pour le peuple juif », traduction de « *a national home to the Jewish people* »). **Cette déclaration est**

**considérée comme une des premières étapes dans la création de l'État d'Israël.**

À l'aube de la Première Guerre mondiale, la Palestine fait partie de l'Empire ottoman, qui a déjà perdu au cours du XIXe siècle la plupart de ses territoires européens ainsi que le Maghreb jusqu'à la frontière du royaume Chérifien du Maroc. Quoique soutenue militairement par l'Allemagne, qui mise sur l'achèvement du chemin de fer Berlin-Bagdad, la faiblesse des Ottomans aiguise les convoitises des Britanniques et des Français, qui souhaitent remodeler la région après la guerre et négocient les accords Sykes-Picot (signés en mai 1916).

Les Alliés soutiennent le nationalisme arabe et la Révolte arabe de 1916-1918, qui fragilise le dispositif turc, puis ouvre une brèche importante avec la bataille d'Aqaba (6 juillet 1917). Cette percée permet aux Britanniques de relancer la campagne de Palestine, après un premier et un second échec devant les forces turques et allemandes. Les troupes britanniques conduites par le général Allenby remportent le 31 octobre une victoire décisive à Beer-Sheva, confirmée le surlendemain par la prise de Gaza et par la prise de Jérusalem le 9 décembre — un mois après la publication de la Déclaration Balfour.

#### Contexte stratégique international

Avant la guerre, le monde juif s'est politiquement structuré avec l'Organisation sioniste mondiale, d'abord dirigée par le journaliste austro-hongrois **Theodor Herzl**, puis en Angleterre par le scientifique d'origine russe **Chaim Weizmann**. Dès 1903 Herzl avait obtenu une lettre officielle du Foreign Office déclarant que la Grande-Bretagne acceptait un accord sur la création d'une colonie juive sous administration juive, document que Yoram Hazony juge « surpassant même la Déclaration Balfour ».

Cette diplomatie fut reprise durant la guerre pour faire avancer l'idée de la création d'un « home » juif au Proche-Orient. Chaim Weizmann, qui avait trouvé au profit de l'Angleterre un procédé pour synthétiser l'acétone nécessaire à la fabrication de la dynamite de façon beaucoup moins chère, s'y emploie en 1917, au moment où les Alliés désespéraient de gagner la guerre. L'intervention des États-Unis devenait nécessaire, quoique l'opinion américaine y était peu favorable. L'influence juive était disputée tant par les Alliés que par l'Allemagne, et même par les Turcs.

.../...

**La Déclaration Balfour fut ainsi faite pour assurer aux Alliés l'appui de l'opinion juive mondiale** quand en 1917 la situation militaire était parvenue à une phase critique. Aussi fut-elle avalisée par tous les Alliés .../...

-----

#### **Déclaration Balfour**

[lesclesdumoyenorient.com/Declaration-Balfour.html](http://lesclesdumoyenorient.com/Declaration-Balfour.html)

Le 2 novembre 1917, dans une lettre adressée à Lord Rothschild, président de l'antenne anglaise du mouvement sioniste, le ministre des Affaires étrangères britannique Arthur Balfour fait savoir que son gouvernement s'engage à faciliter la formation d'un « Foyer national » juif en Palestine.

### Le développement du mouvement sioniste

**Le but du sionisme est de redonner un Etat pour le peuple Juif dispersé dans le monde.** Les théories sionistes prennent un réel essor et une dimension internationale avec l'action de Théodore Herzl (1860-1904) à la fin du XIXe siècle : Il organise en 1897 à Bâle un premier Congrès sioniste qui donne naissance à l'Organisation Sioniste Mondiale. L'Organisation se fixe alors deux objectifs : obtenir, dans un premier temps, l'appui des Puissances et des garanties juridiques pour l'établissement d'un Etat juif en Palestine et, dans un second temps, de favoriser et d'accélérer l'immigration en masse de Juifs dans la région.

Pour Herzl, il est essentiel d'assurer une certaine légalité. Il multiplie donc les contacts diplomatiques. Il forme le groupe des sionistes « politiques », qui s'oppose aux sionistes dit « pratiques », et qui cherche à inciter à l'immigration malgré les restrictions ottomanes. On compte ainsi à la veille de la Première Guerre mondiale environ 80 000 Juifs et une cinquantaine de colonies agricoles en Palestine. La ville de **Tel Aviv**, « *la Colline du printemps* » est créée. Il faut toutefois rappeler que le sionisme compte seulement 130 000 adhérents sur douze millions de Juifs dans le monde. Cependant, de nombreuses personnalités influentes adhèrent au mouvement et diffusent le sionisme dans toute l'Europe et aux Etats-Unis.

Le mouvement prend toujours plus d'importance et la communauté juive devient un élément non négligeable pour les Puissances qui entrent dans le premier conflit mondial en 1914. Lorsque l'Empire ottoman entre en guerre au mois de novembre de la même année contre la Triple-Entente (France, Royaume-Uni et Russie) aux côtés des empires centraux allemand et austro-hongrois, l'Organisation sioniste voit dans une éventuelle défaite ottomane une possibilité d'accélérer l'implantation des Juifs en Palestine.

### L'intérêt de la Grande-Bretagne à s'engager aux côtés des sionistes

Bien que les raisons qui poussent le gouvernement britannique à répondre aux aspirations sionistes en 1917 soient multiples, deux arguments sont généralement avancés. Tout d'abord, dans ce contexte de guerre, le gouvernement britannique considère que le sionisme et la communauté juive peuvent constituer un atout de poids. .../...

Par ailleurs, la Grande-Bretagne désire protéger la route des Indes et donc la zone du canal de Suez. Elle cherche alors à contrôler le nord-est de l'Egypte. Mais cette région est aussi convoitée par la France : elle la considère en effet comme faisant partie de la Syrie avec laquelle elle entretient de nombreuses relations. Le contrôle des Lieux Saints est aussi ambitionné par l'Italie et la Russie. Des négociations sont organisées entre le Britannique **Mark Sykes** et le Français **François Georges-Picot** sur l'avenir des provinces ottomanes. L'accord Sykes-Picot délimite leur zone d'influence. La Palestine serait ainsi placée sous régime international. La

Grande-Bretagne considère alors que la reconnaissance d'un « foyer national juif » pourrait servir à assurer ses intérêts dans le Moyen-Orient et rendrait légitime ses revendications sur la Palestine. Toutes ces raisons incitent donc le gouvernement à faire preuve de bonne volonté face aux aspirations sionistes. .../...

\*\*\*\*\*

**- En sept articles -**  
**UNE IMMENSE ASPIRATION A BOUSCULER L'IMPERIUM**  
**OCCIDENTAL :**  
**LA MONDIALISATION A LA SAUCE NEOLIBERALE NE FAIT PLUS**  
**RECETTE**  
**!... ? ...!**

---

## **Les BRICS se développent. Qu'est-ce qui se développe avec les BRICS ?**

09.09.23 - Javier Tolcachier

[pressenza.com/fr/2023/09/les-brics-se-developpent-quest-ce-qui-se-developpe-avec-les-brics/](https://pressenza.com/fr/2023/09/les-brics-se-developpent-quest-ce-qui-se-developpe-avec-les-brics/)

[**Javier Tolcachier** est chercheur du *Centre mondial d'Etudes humanistes*, un organisme du Mouvement humaniste]

Lors de son récent XVe sommet à Johannesburg, le bloc économique composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud a annoncé l'invitation à devenir membre à part entière de six nouveaux pays : l'Argentine, l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran, qui deviendront membres de l'organisation à partir du 1er janvier 2024.

**Plus de 40 pays ont fait part de leur intention de rejoindre le groupe et 23 ont déjà déposé une demande officielle d'adhésion.** Fondés en 2009 et élargis à l'Afrique du Sud en 2010, les BRICS entament aujourd'hui une phase d'expansion qui mérite d'être comprise en termes d'impact géopolitique, mais aussi social et historique.

L'une des questions qui pourrait indiquer l'orientation de **cette association, qui regroupe déjà 46 % de la population mondiale**, est celle des critères selon lesquels les nouveaux membres ont été choisis et la projection possible de nouvelles admissions.

Comme pour toute question, il y a de nombreux aspects à prendre en compte, c'est pourquoi il est bon de l'analyser à partir de différents points de vue.

### Le point de vue économique

Il ne fait aucun doute que parmi les priorités envisagées par les gouvernements concernés figurent les possibilités de renforcer les économies du bloc, qui, avec les nouveaux membres, représenteront environ 36 % du PIB mondial.

Un point essentiel, déclaré et déjà mis en œuvre par le biais de divers accords, est l'intention de se passer de la monnaie étasunienne dans les échanges bilatéraux. La portée de cette mesure, ainsi que la possibilité à l'étude d'une monnaie d'échange composée d'un panier de monnaies appelé R5 (pour les initiales des dénominations nationales : real, rouble, roupie, renminbi (yuan) et rand), constitue un sérieux défi à l'hégémonie monétaire du dollar établie après les accords de Bretton Woods.

L'utilisation du dollar, qui a succédé à la livre sterling comme monnaie de référence et qui, depuis 1971, n'est plus adossé à l'or, a permis aux États-Unis non seulement d'économiser des frais de conversion et d'influencer l'économie mondiale par la fixation des taux d'intérêt de la Réserve fédérale, mais aussi de se favoriser et de financer partiellement un immense déficit en émettant leur propre monnaie, deux conditions qui sont habituellement imposées à l'inverse par les organismes internationaux de crédit sous leur égide à d'autres pays.

Afin d'offrir des alternatives à cet égard, les BRICS ont créé une nouvelle institution financière appelée la **Nouvelle banque de développement (NDB)**, basée à Shanghai et présidée par l'ancienne présidente brésilienne **Dilma Rousseff**.

**Du point de vue des intérêts du développement économique, ce fort élargissement du bloc concerne principalement la possibilité de garantir l'accès aux sources d'énergie à des conditions favorables.** À l'exception de la Russie et, dans une moindre mesure, du Brésil, les autres pays des BRICS dépendent des importations d'énergies non renouvelables telles que le pétrole et le gaz, tandis que l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats figurent parmi les principaux fournisseurs mondiaux de pétrole brut. L'Argentine s'est développée en tant que producteur de gaz naturel et de schiste, elle est également un important exportateur de denrées alimentaires et le principal réservoir – avec le Chili et la Bolivie – de lithium, considéré comme le nouvel « or blanc ».

D'autre part, la Chine étant la plus grande économie du groupe et l'un des principaux promoteurs de l'élargissement des BRICS, ces étapes devraient être analysées parallèlement à la réalisation des projets d'infrastructure contenus dans l'initiative « la Ceinture et la Route » (BRI, Belt and Road Initiative).

### De nouvelles infrastructures pour les anciens sentiers

La **nouvelle route de la soie**, cette initiative, qui en est à sa dixième année d'existence depuis que **Xi Jinping** l'a annoncée lors d'une visite officielle au Kazakhstan, a jusqu'à présent suscité l'intérêt de 155 pays qui, sous des formes diverses, y ont adhéré ou l'ont soutenue. Il s'agit d'un gigantesque projet d'infrastructure qui vise à compenser les déficits de connexion qui entravent le commerce multilatéral. S'inspirant des anciennes routes commerciales terrestres des caravanes le long de la route de la soie et recréant le voyage maritime de l'amiral Zeng He sous la dynastie Ming, la BRI envisage la construction ou l'amélioration de ports, de chemins de fer, de routes, d'enclaves industrielles, y compris l'approvisionnement en eau et en énergie et la connectivité numérique dans de nombreux pays du Sud où l'absence de ces structures entrave la capacité de ces pays à échanger des produits et des services.

Bien que conçu par la Chine pour favoriser la multiplication de ses possibilités commerciales, pour investir, pour étendre les activités économiques de ses propres entreprises et aussi pour permettre le développement de son intérieur économiquement déprimé, **ce projet modifie radicalement la carte des voies de communication mondiales**. Cette carte montre d'une manière indéniable l'empreinte des intérêts et des besoins des anciennes puissances coloniales.

Parmi ces effets secondaires, on peut citer la nécessité de maintenir la paix dans les territoires concernés pour pouvoir avancer sans heurts dans la construction, mais aussi le niveau élevé de nouvel endettement que les investissements dans les infrastructures impliquent toujours. D'autre part, le transfert de technologie et la formation à sa gestion impliquent également une dépendance à l'égard de l'installation de normes technologiques, comme en témoigne la **résistance acharnée de l'Occident à la remise en cause de sa suprématie antérieure dans ce domaine**. .../...

### Restructuration géopolitique

En ces temps de **redéfinition de la carte géopolitique mondiale et de transition évidente vers la multipolarité**, il convient de noter qu'aucun des nouveaux membres des BRICS n'appartient à l'OTAN, ni n'est un partenaire mondial, ce qui explique peut-être pourquoi la Turquie, également partie prenante du partenariat et pôle économique en plein essor, ne figure pas parmi les élus, du moins pour l'instant. .../...

**L'élargissement des BRICS est largement dû à la nécessité urgente de reformuler le fonctionnement des institutions internationales telles que l'ONU**, qui, dans la pratique, ont été cooptées par le poids que les États-Unis continuent d'avoir dans leur financement.

### Diversité culturelle et mondialisation

**L'appropriation impériale des derniers siècles a imposé des modèles nettement occidentaux, soumettant les peuples à une relativisation, voire à une négation de la contribution de leurs cultures au processus humain.**

La formation et l'expansion d'un bloc de pays aux racines culturelles diverses, comme les **BRICS+6**, n'est pas seulement une réaction à la continuité néocoloniale en termes économiques et politiques, mais aussi l'élévation d'autres modèles de pensée et de comportement à un niveau de parité, renforçant ainsi la diversité.

La mondialisation en cours, entendue comme un processus vers lequel tendent les différentes cultures sans perdre leur mode de vie et leur identité, est très différente de la globalisation, **tendance homogénéisante impulsée par l'impérialisme, les groupes financiers et les banques internationales**. Dans la perspective de la mondialisation, l'émergence de noyaux tels que les BRICS+6 et les institutions associées qui permettent une interaction formelle et agissent comme un forum de dialogue et un pôle d'influence à l'échelle mondiale est cohérente.

.../...

En ce qui concerne l'esprit antidémocratique, il convient de noter qu'aucun des gouvernements occidentaux critiques n'est en retard sur les BRICS, car **l'accumulation du pouvoir entre les mains des grandes entreprises et des fonds d'investissement empêche que les votes soient qualifiés de véritables élections populaires**, ce qui rendrait possibles de véritables alternatives systémiques. .../...

---

## **ENTRE MARGE DÉCISIONNELLE, AUTODÉTERMINATION ET SOUVERAINETÉ : LES BRICS+ AVANCENT SANS LE G7 ET L'OTAN, UNE OPPORTUNITÉ POUR L'AFRIQUE !**

7 septembre 2023 par Yves Ekoué Amaïzo

[afrocentricity.info/2023/09/07/entre-marge-decisionnelle-autodetermination-et-souverainete-les-brics-avancent-sans-le-g7-et-lotan-une-opportunit-e-pour-lafrique/7654/](https://afrocentricity.info/2023/09/07/entre-marge-decisionnelle-autodetermination-et-souverainete-les-brics-avancent-sans-le-g7-et-lotan-une-opportunit-e-pour-lafrique/7654/)

[**Yves Ekoué Amaïzo**, né à Lomé au Togo, est le Directeur de *Afrocentricity Think Tank*. Ce groupe d'influence tente de modifier les décisions qui impactent négativement les Africains et les Afro-descendants. Il travaille en indépendant en tant que Consultant international, Chroniqueur sur la *Radio Africa Numéro 1* et Chargé de cours occasionnellement.]

L'Union européenne affirmait déjà en 2012 qu'en s'appuyant sur la richesse exprimée en produit intérieur brut (PIB), « la Chine devrait devenir la plus grande économie du monde avant 2020 ».

Lorsqu'on s'attache à revisiter les positions de l'Union européenne, notamment au travers d'un rapport du parlement européen de 2012 portant sur les « objectifs et les stratégies » de « la politique étrangère de l'UE à l'égard des pays BRICS et puissances émergentes », il faut bien constater qu'aujourd'hui en 2023, les risques identifiés par l'Union européenne se sont révélés exacts, sauf que rien ne permette de percevoir une volonté effective de les éviter dans le cadre d'une coopération loyale avec les dirigeants des BRICS. .../...

**Or, il semble qu'il y a une très grande difficulté à définir ce que peuvent être des « valeurs communes partagées » entre les dirigeants du l'UE, et plus largement du G7 et de l'OTAN d'une part, et les dirigeants du groupe des BRICS et plus largement du Sud global. Il faut même croire que la difficulté vient du fait que les valeurs communes qui doivent être partagées soient celles de l'UE, du G7 et de l'OTAN. Si le sujet de la coopération entre les pays du Nord global et ceux du Sud global porte sur la part de marge décisionnelle, de souveraineté et d'autodétermination des uns et des autres, assurément, le sujet n'est plus sensible. Il devient explosif.**

Le point de vue du Sud global, en l'occurrence celui de l'Afrique, semble avoir régulièrement et systématiquement été considéré comme négligeable et insignifiant dans les discussions sur les enjeux mondiaux. Conscient de sa montée en puissance, **le Sud global est en train de se réorganiser dans le cadre de l'impulsion des cinq pays des BRICS** : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud. La trajectoire n'est assurément pas linéaire, mais les BRICS ne font pas non plus du surplace. Alors où placer le curseur au cours d'une période de transition où la souveraineté du Sud global ne peut plus passer par pertes et profits par le Nord global ? .../...

## **1. LES BRICS DOIVENT DÉCONSTRUIRE LE NARRATIF OCCIDENTAL SUR LA SOUVERAINETÉ**

**Les dirigeants du monde dit « occidental » ont structuré leur narratif en mettant en valeur unilatéralement et excessivement leurs propres mérites, en absolvant leurs propensions à la belligérance, de manière à établir leur légitimité, devenus au fil du temps, un droit unilatéral à s'imposer face aux autres. Leur souveraineté n'est pas négociable. Or, la souveraineté des pays à influence faible, ceux du Sud global et plus particulièrement de l'Afrique, demeure négociable, voire influençable.**

Pourtant les dirigeants en lutte pour la nouvelle indépendance du Sud global, des BRICS et de l'Afrique en particulier, n'ont jamais sollicité le G7 - États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Canada, France, Japon- et l'OTAN pour les « aider », ou les « accompagner » dans cette tâche puisqu'il s'agit justement de se libérer des stigmates laissés par le joug

occidental.

Or, **la souveraineté repose sur la possibilité pour un individu ou un peuple de choisir librement sa conduite et ses opinions, hors de toute pression extérieure.** En droit international, ce terme renvoie par extension au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire de choisir librement leur État et leur forme de gouvernement, de ne pas être cédés ou échangés contre leur volonté, et au besoin de faire sécession. Ce principe possède de profondes racines historiques et africaines. Mais sa déclinaison dans le cadre du narratif occidental se fait avec une ambiguïté institutionnalisée en fonction des véritables bénéficiaires et surtout des conséquences de son applicabilité sur les intérêts que se sont arrogés les dirigeants occidentaux en Afrique. Le contraire ne viendrait même pas à l'esprit d'un dirigeant occidental.

Or, l'objectif ultime des peuples africains et d'ascendance africaine est de retrouver une unité africaine respectueuse de toutes les diversités. Le panafricanisme en tant que forces idéologique, culturelle, économique et stratégique n'a d'autres choix dans ce contexte que de lutter pour assurer la réalisation collective du destin du Peuple africain. **Cela ne pourra pas se faire avec l'ingérence des dirigeants du G7 et de l'OTAN**, comme au demeurant, la souveraineté du G7 et de l'OTAN ne s'est pas faite avec les dirigeants africains. De nouveaux partenariats gagnant-gagnant devront se tisser au sein du Sud global, et plus particulièrement entre le Sud global, comprendre les BRICS en extension, et l'Afrique.

.../...

## **2. L'ABSENCE DE LA SOUVERAINETE EFFECTIVE DES AFRICAINS : ATTENTION AU NARRATIF**

L'extensions du G7 au G8 avec la Russie n'a pas fonctionné. Quant au G20, il s'agissait pour le G7 d'intégrer 11 autres grands pays, dont la Chine et l'Inde, ainsi que la direction de l'Union européenne tout en restant maître de l'agenda. Autrement dit, il s'agissait d'aligner sur les positions occidentales, des pays importants et en émergence, officiellement ou officieusement considérés comme des « non-alignés ». **La création des BRICS marque les limites de cette tentative de neutralisation de la souveraineté collective des dirigeants mal à l'aise au sein du G7 élargi au G20.**

Les répercussions des actes posées par les dirigeants occidentaux du G7 et de l'OTAN influencent leur propre image au point de leur faire oublier la réalité d'une histoire occidentale qui s'est construite, voire institutionnalisée aux dépens du Sud global, de l'Afrique en particulier. Pour le cas particulier des Africaines et des Africains, il n'est plus possible de faire comme si l'unilatéralisme, l'humiliation, la condescendance, l'usurpation, les promesses non-tenues, le non-respect du droit et des engagements n'existent pas. Au contraire, ils sont légion au point qu'une partie du Peuple africain et des Afrodescendants est de plus en plus convaincue de devoir

entrer en résistance pour exister. Cette résistance pacifique s'accompagne de la volonté de résister aux impostures, à des stratagèmes de dissimulation, à de la mascarade, bref à tout ce qui conduit à la démocrature en Afrique, à savoir la violation des droits de l'Homme, de la Femme et des Peuples africains.

**Il faut nécessairement se rappeler que les paradigmes, la conception de l'ordre mondial sous hégémonie occidentale, et les textes, -secrets ou pas, disparus ou pas-, et dits « juridiques » qui ont régit le partage de l'Afrique entre 1884-1885 lors de la Conférence de Berlin demeurent en application sous des formes plus subtiles et avec le zèle éhonté de certains Africains et afrodescendants. L'essentiel de cette « culture occidentale » se retrouve autour de techniques de la servitude de l'Afrique. Cela se matérialise par la soumission de certains Africains, ce au sein d'un système d'aliénation structuré sous forme de groupes ésotériques où règne une omerta institutionnalisée. On y promeut des marionnettes et des valets des dirigeants occidentaux aux lieux et place des patriotes et nationalistes africains, avec ou sans violence, avec ou sans coup d'Etat.**

Rappelons que la culture occidentale, d'après le narratif occidental, est quasi-systématiquement équivalent à la notion de civilisation occidentale et de société occidentale et fait référence à l'héritage diversifié de normes sociales, de valeurs éthiques, de coutumes traditionnelles, de systèmes de croyances, de systèmes politiques, d'artefacts et de technologies du monde occidental. Le problème commence lorsque ces termes sont unilatéralement appliqués, voire imposés aux cultures des pays ayant des liens historiques avec un pays européen ou par extension à tout le monde occidental, comme si les autres cultures sont inexistantes, inférieures ou constituent une menace pour l'Occident. **Ce procès d'intention n'est plus acceptable et est systématiquement contesté.** Les BRICS élargis en ont fait un critère de sélection pour trouver un consensus sur l'adhésion d'un nouveau membre. La culture occidentale n'est en rien rejeté ou combattu. Elle doit simplement co-exister pacifiquement à côté des autres cultures émanant des grandes régions continentales du monde. Utiliser cet état de fait comme un alibi pour se victimiser est une constante dans le narratif occidental. Plus personne, consciente des enjeux mondiaux, n'est dupe. Dès lors que la défense des intérêts occidentaux est en jeu, ces intérêts occidentaux ont une priorité sur les intérêts des Peuples africains et du Sud global, à fortiori, le droit international ne s'applique plus sauf pour défendre les intérêts occidentaux. Lors des vellétés de contestation de cet état de fait dans les pays victimes de cet unilatéralisme, la liberté d'expression, le droit des médias, la liberté d'association, de manifester et les droits humains et le droit des peuples à choisir leurs dirigeants sont neutralisés en amont. Cela passe entre autres par une liste électorale faussée, l'élimination des adversaires sérieux en amont, un découpage électoral inique, une commission électorale dite « indépendante » exécutant la voix

de son maître, et des élections ne reflétant pas la vérité des urnes. Il arrive que les dirigeants africains vassalisés, souvent par pur zèle, optent pour l'achat des consciences pour mieux empêcher toutes chances d'émergence d'une alternative politique au service du Peuple.

**Le narratif permet de légitimer ou de délégitimer comme la politique des deux poids deux mesures des dirigeants français actuels au Niger et au Gabon.** Face à un coup d'Etat militaire, dans un cas, il est systématiquement rappelé que l'on a à faire à une « junte militaire » au Niger et à un « Président de la Transition » au Gabon, une véritable politique du « en-même-temps », un ADN jupitérien. A croire que la qualification du militaire putschiste dépend de sa capacité à défendre les intérêts de la France, et plus largement du G7 et de l'OTAN.

Clairement, le mal africain tient en un mot : « l'absence de souveraineté » ; un constat rappelé par **Aminata Traoré** et qui se présente sous la forme d'une absence de liberté dans le choix des dirigeants africains et de l'orientation des politiques, ce dans tous les domaines stratégiques de souveraineté. Il suffit de rappeler l'historique des indicateurs économiques, sociaux, environnementaux et psychologiques, comme par exemple le nombre de chômeurs, les inégalités, la pauvreté chronique, les dégât environnementaux et l'humiliation. Mais, ne s'agit-il pas plutôt du **mal occidental qui se décline, sous couvert d'aides et autres coopérations factices, en une limitation dans l'accessibilité des Africains à la souveraineté effective ?**

Or, **l'absence de souveraineté est l'œuvre et la responsabilité du G7 et de l'OTAN**, ce que ces derniers ont toujours nié et démenti dans leurs narratifs. Mais qui écoute encore le narratif et les promesses du G7 et de l'OTAN ? Ni l'Afrique consciente, ni les BRICS clairvoyants ! Les promesses n'engagent-elles pas que celles et ceux qui veulent bien y croire ?

.../...

### **3. AFRIQUE ET BRICS : LUTTE COMMUNE DE LIBÉRATION DU JOUG OCCIDENTAL**

Sortir de ce joug occidental, asymétrique et anormal est une gageure. Les liens avec des partenaires en concurrence avec l'Occident, les coups d'Etat, les guerres civiles, certaines formes de terrorisme, et surtout la volonté d'une mutation forment une partie de la panoplie des tentatives désespérées d'un Peuple africain pour retrouver le chemin du panafricanisme.

Le narratif occidental plaqué sur le monde africain, et plus largement sur le Sud global a toujours posé un problème. Mais, il a toujours été difficile d'en faire état. Alors, régulièrement, la loi du silence saute sous la forme, entre autres, d'une succession de coups d'Etat en Afrique.

Il n'y a pas de dilemmes de coups d'Etat en Afrique. Il y a une révolte contre la démocrature occidentale, une forme occidentalisée de la démocratie du G5 devenu G7 et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique

Nord (OTAN), imposée à certains dirigeants africains. La raison est simple : **permettre à des Africains placés à la tête des Etats de défendre les intérêts occidentaux avant les intérêts du Peuple africain.** Cette démocratie-démocrature est fondée sur des lois liberticides où les libertés et la participation des citoyens ne sont que des apparats d'une vraie « fausse » démocratie.

Cela a fonctionné et continue de fonctionner tant que l'ignorance, la pauvreté, la peur, la répression, l'impossible unité des partis dits de l'opposition, l'intimidation des militaires et surtout les élections frauduleuses multipartites des régimes dictatoriaux et autocratiques adoués par l'Occident empêchaient ceux qui sont à la tête de l'Etat de voir d'où pouvaient venir des forces nouvelles ou alternatives pour les dégommer. Or sur un plan géostratégique, l'élargissement des pays membres du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud) représente une opportunité pour les dirigeants africains conscients des enjeux mondiaux et de leur positionnement en tant qu'acteur ou spectateur dans les décisions géopolitiques et économiques mondiales. Pourtant, le paradigme qui lie et fonde une alliance d'Etats hétéroclites constituant les BRICS élargis, avec des ambitions disparates voire opposées, repose sur la volonté de retrouver, au sein de la communauté internationale, une inclusivité basée sur le retour d'une marge décisionnelle, d'une souveraineté qui sied à un pays non-aligné et une autodétermination dans le choix de leurs dirigeants et de leurs destinées.

Or, cet objectif de libération du joug occidental, n'est rien moins d'autre que la **véritable lutte d'indépendance dans un monde multipolaire.** Celle-ci **ne peut se faire avec le G7 et l'OTAN**, reconnus historiquement en Afrique et au sein des pays non-alignés comme les experts en ingérence et en déstabilisation pour préserver leurs intérêts communs, ce qui n'exclut pas au sein du G7 et de l'OTAN, une compétition farouche pour la défense des intérêts nationaux. .../...

---

## **Comment le « monde libre » ne tient plus les rênes.**

par Rafael Poch de Feliu

[elcorreo.eu.org/Comment-le-monde-libre-ne-tient-plus-les-renes](http://elcorreo.eu.org/Comment-le-monde-libre-ne-tient-plus-les-renes)

[**Rafael Poch de Feliu** a été durant plus de vingt ans correspondant de « La Vanguardia » à Moscou, à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « Die Tageszeitung », rédacteur de l'agence allemande de

presse « DPA » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987).]

Pourquoi le pôle mondial mené par la Chine est plus apte à réformer le monde que l'Occident.

Nous sommes nombreux à nous interroger sur les signes de faiblesse et de myopie que l'Occident, et en particulier l'Union Européenne, émet dans la crise ukrainienne actuelle. **Cinq décennies (un demi-siècle) de capitalisme néolibéral ont rendu les États et les gouvernements des régimes politiques occidentaux très faibles et impuissants. Le transfert de l'essentiel de la richesse économique nationale dans des mains privées à partir de la fin des années 1970, sous Reagan et Thatcher, a privé les gouvernements des rôles fondamentales de la gouvernance.** La logique du profit a également conduit à la délocalisation industrielle vers l'Est. Aujourd'hui, la capacité de gouverner est tellement réduite qu'elle complique considérablement les possibilités de planification à moyen et long terme, ainsi que tout objectif public de réforme et de changement stratégique. En d'autres termes, ce qui est fondamental pour faire face à la crise de l'anthropocène. .../...

La disparition de la sphère publique est sans doute l'une des raisons du déclin politique et économique des **régimes oligarchiques occidentaux que nous appelons « démocraties » néolibérales. Leur classe politique fait preuve d'une incompétence sans précédent.** Ce à quoi nous assistons actuellement en Allemagne avec la gestion du trio formé par le chancelier Scholz, le ministre des affaires étrangères Baerbock et le ministre des finances Habeck en est certainement le meilleur exemple. Non seulement en raison du manque manifeste d'intelligence de ces personnages, mais aussi parce qu'il s'agit du suicide de la première puissance de l'Union européenne, naïvement considérée jusqu'à présent comme un « phare » pour les autres.

Dans ce contexte, il est frappant de constater le dynamisme et la capacité de gouvernance non seulement de pays comme la Chine, et dans une certaine mesure la Russie, qui ont conservé (cette dernière a repris) les rôles politiques de l'économie. C'est à ce stade que de nombreuses personnes à la vue courte feront un plaidoyer enflammé sur le problème du manque de « démocratie » dans ces pays. Il ne s'agit pas tant d'une critique légitime et nécessaire des systèmes de ces pays, mais plutôt d'une présomption d'innocence aveugle et stupide à l'égard des systèmes occidentaux, qui sont des oligarchies néolibérales dans lesquelles le vote ne décide de presque rien et où le « pouvoir du peuple » (« démocratie ») brille par son absence. .../...

Ainsi, le système occidental, qui dérive vers « l'ultra-droite de Goldman Sachs », est bien moins riche en libertés que ne le prétendent et ne le

claironnent nos corporatistes de l'establishment. Et il est bien moins capable que ses rivaux émergents pour gouverner la mutation vers une société plus modeste et plus nivelée qu'exige la crise de l'anthropocène. Comme le disait Frédéric Lordon, il n'y a pas de lutte contre le réchauffement climatique sans renoncement au « I Phone 24 » et autres gadgets que le système fournit au consommateur pour compenser sa frustration. **Le sujet du système occidental « réellement existant » n'est plus le citoyen, mais un individu réduit à un consommateur.**

L'hypothèse selon laquelle ce sujet, poussé par les médias oligarchiques et les réseaux sociaux censurés, s'opposera bec et ongles au changement vers une vie plus modeste et plus austère qui s'impose n'est pas absurde. Selon toute vraisemblance, tout gouvernement occidental qui formulera un programme de décroissance se verra opposer un irrésistible retour de bâton médiatique et social de la part des pouvoirs factieux du capitalisme. Il devient de plus en plus clair que la solution proposée par l'Occident à la crise du 21ème siècle est celle d'un monde dans lequel une minorité géographique et sociale, de l'ordre de 20% de l'Humanité, continuerait à vivre dans les conditions insoutenables actuelles, tandis que les 80% restants seraient condamnés à la misère et à faire face aux conséquences de la crise climatique sous forme de pauvreté, de guerre et de génocide, ce qui avait déjà été ouvertement suggéré dans le « *Rapport Lugano* » de Susan George en 1999, il y a un quart de siècle. Un ordre de préservation du capitalisme qui n'est pas sans rappeler celui prôné par Hitler, comme l'a dit Immanuel Wallerstein. .../...

---

## **Yash Tandon : « Les traités de libre-échange sont des armes de destruction massive »**

31 Mar 2016 par Olivier PETITJEAN

[investigation.net/fr/yash-tdandon-les-traites-de-libre-echange-sont-des-armes-de-destruction-massive/](http://investigation.net/fr/yash-tdandon-les-traites-de-libre-echange-sont-des-armes-de-destruction-massive/)

[**Yash Tandon** est auteur de nombreux livres et Professeur honoraire des universités de Warwick et de London Middlesex. Il est le co-fondateur du SEATINI et l'ancien Directeur exécutif du Centre Sud, dont le siège est à Genève.]

« Le commerce, c'est la guerre. » Telle est la conclusion sans fioritures à laquelle en est arrivé Yash Tandon après avoir participé de près, pendant plusieurs décennies, aux négociations commerciales internationales aux côtés des pays du sud. Dans un livre paru il y a quelques mois, il montre

combien l'histoire du libre-échange, bien loin des beaux discours sur le développement et la croissance, se réduit à une domination continue des pays pauvres par les pays occidentaux et leurs multinationales. Aujourd'hui, avec le débat sur le traité de libre-échange transatlantique, les Européens commencent à faire l'expérience de ce qui fait, depuis toujours, la réalité de l'autre côté de la planète.

**Et si le commerce international et les traités de libre-échange n'étaient finalement qu'une arme au service des puissances occidentales et leurs entreprises pour exploiter et maintenir sous leur domination les populations de l'hémisphère sud et leurs gouvernements ?** Nous sommes accoutumés à considérer l'arène commerciale internationale sous un jour sinon positif, du moins neutre. Les populations pauvres des pays du sud n'ont-elles pas tout à gagner à commercer et exporter leurs productions ? Et après tout, le domaine des règles – même lorsqu'il s'agit de règles commerciales – ne s'oppose-t-il pas par définition à celui de la contrainte et de la force brute ? Certes, fera-t-on valoir, il y a lieu d'améliorer le cadre des échanges mondiaux en renforçant les normes sociales et environnementales, mais même le statu quo ne reste-t-il pas préférable à ce qui serait la seule autre alternative possible : l'absence totale de règles ? Ces douces certitudes, partagées par de nombreux citoyens européens, commencent à se trouver quelque peu ébranlées avec l'émergence du débat sur le projet de traité de libre-échange entre Union européenne et États-Unis (dit **Tafta** ou **TTIP**). Un traité commercial négocié dans le plus grand secret, menaçant de réduire les réglementations sociales et environnementales au plus petit dénominateur commun, et de donner le droit aux multinationales de poursuivre les gouvernements qui mettraient en place des politiques nuisibles à leur taux de profit ? Pas de quoi rassurer sur les vertus du « doux commerce »... Il s'avère que parfois les « règles » commerciales peuvent être utilisées non pas pour renforcer l'état de droit, mais pour construire un état de non-droit et d'impunité, au profit des plus puissants.

Pour Yash Tandon, il s'agit là de la réalité fondamentale qui se cache derrière tous les beaux discours sur la contribution du libre-échange au développement et à la croissance. Et ce depuis le début, bien avant qu'il soit question du Tafta, dès la décolonisation, les négociations du GATT et la naissance de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Comme il l'explique dans un livre dont le titre résume on ne peut mieux le propos – *Le commerce, c'est la guerre* – l'histoire du libre-échange et des négociations commerciales internationales est avant tout l'histoire de la domination continue des populations du sud par l'Europe et les États-Unis – d'abord dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation (qui reste un point de contentieux majeur à l'OMC jusqu'à aujourd'hui), puis dans le secteur industriel, et aujourd'hui de plus en plus dans le domaine de la propriété intellectuelle ou des services.

## **Une histoire écrite « dans le sang et la violence »**

Une histoire qui reste avant tout, selon Yash Tandon, écrite « dans le sang et la violence » : « Si l'on restreint la définition de la guerre à la violence organisée impliquant des armes à feu, alors bien entendu, il y a des différences cruciales, aussi bien dans la réalité que dans le droit, entre la guerre et le commerce. Mais en réalité le commerce tue de la même manière que les armes de destruction massive. » Il peut tuer de manière très directe, **en privant les pauvres de l'accès à certains médicaments essentiels sous prétexte de protéger la propriété intellectuelle, en ruinant l'agriculture vivrière et les politiques d'autosuffisance alimentaire pour favoriser les exportations de matières premières, ou bien encore en cas d'imposition de sanctions commerciales qui privent les populations d'accès aux produits de première nécessité.** Et il entraîne aussi, selon Yash Tandon, **des effets dramatiques** de manière indirecte, en entravant le développement industriel de l'Afrique et en dépossédant les habitants du continent de leur accès aux ressources naturelles. « Des milliers d'Africains tentent de s'échapper vers l'Europe au risque de leur vie, mais à l'intérieur même de l'Afrique il y en a littéralement des millions d'autres qui sont des réfugiés intérieurs, privés de terres et des autres ressources nécessaires à leur survie par des firmes globales qui les écrasent grâce au pouvoir du capital et de la technologie. »

Ce diagnostic n'émane pas d'un militant peu averti ou à l'indignation trop facile. Yash Tandon a suivi de près les discussions commerciales internationales durant des décennies, en tant que négociateur pour son Ouganda natal puis pour le Kenya, en tant que fondateur et président du SEATINI, puis en tant que directeur du Centre Sud, un think tank des pays du sud basé à Genève.

La meilleure preuve des liens étroits entre le commerce et les rapports de force géopolitiques ? « L'Organisation mondiale du commerce est la seule entité internationale avec le Conseil de sécurité des Nations unies à avoir un pouvoir réel – le pouvoir d'imposer des sanctions commerciales. Or les sanctions sont un acte de guerre. » Et **les sanctions prononcées par l'OMC ou dans d'autres cadres multilatéraux ont toujours tendu à s'aligner de près sur les options géopolitiques des grandes puissances, à commencer par les États-Unis et l'Europe.**

## **Impérialisme**

C'est dire que le livre de Yash Tandon est aussi un vibrant plaidoyer pour la pertinence de la notion d'« impérialisme », quelque peu passée de mode, pour analyser les relations internationales. « L'occident voudrait croire que l'impérialisme a cessé avec la fin de la colonisation. Mais non. Le colonialisme bilatéral s'est simplement transformé en impérialisme multilatéral. Au lieu de la Grande-Bretagne gouvernant l'Ouganda ou la France gouvernant l'Algérie, c'est aujourd'hui l'Europe qui domine l'Afrique,

aux côtés des États-Unis et du Japon. Ils gouvernent collectivement à travers les institutions de gouvernance mondiale comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'OMC et l'Union européenne.

» L'ascension de ces institutions internationales ainsi que de puissantes firmes multinationales aux intérêts propres, partiellement distincts de ceux de leurs pays d'origine, ne représente qu'un nouvel avatar du même système mondial de domination. .../...

Si l'Union européenne aime, par comparaison avec son partenaire américain, se donner des airs de vertu en matière de normes commerciales et de relations internationales, cette posture ne résiste pas à l'épreuve des faits. Contrairement à ses prétentions, l'Europe « *ne recherche pas un système global plus équilibré, bien au contraire* ». Et c'est devenu bien pire avec l'adoption en 2006 de la stratégie « Global Europe », fortement influencée par les milieux économiques. Le vieux continent utilise l'arme de l'OMC de manière plus agressive encore que les États-Unis pour protéger ses intérêts et ceux des ses multinationales. Sous couvert de favoriser le commerce avec les pays les plus pauvres (dits « **pays ACP** » pour Afrique, Caraïbes et Pacifique), l'Union cherche aussi et surtout, et de plus en plus, à favoriser ses propres intérêts, en leur imposant des « **Accords de partenariat économique** » supprimant toute forme de protection de leurs marchés intérieurs.

### **Une façade d'état de droit**

Si les règles du commerce international sont ainsi biaisées en faveur des intérêts économiques occidentaux, comment expliquer alors que les dirigeants des pays du sud continuent à acquiescer aux conditions imposées par l'Europe et les États-Unis et aux traités qui leur sont proposés ? « *En théorie, les gouvernements sont 'libres' d'accepter ou de rejeter les dispositions contenues dans les accords commerciaux. En pratique, les gouvernements du sud sont otages de l'aide internationale, des capitaux et de la technologie des occidentaux. Les pays du sud ne peuvent se protéger qu'en érigeant des barrières commerciales, mais ils ne sont pas autorisés à le faire par les règles de l'Organisation mondiale du commerce.* »

Les négociations commerciales internationales n'offriraient ainsi que l'apparence du droit, masquant une réalité de contrainte, comme l'illustre le double visage de l'OMC : « Certes, l'OMC constitue une plateforme de négociation multilatérale (du moins à [son siège à] Genève. Les accords régionaux comme le Tafta ou le TransPacific Partnership (TPP) sont des traités plurilatéraux, qui ne sont régis par aucune norme. En un sens, ils sont donc plus dangereux. Néanmoins, il faut préciser une chose : l'OMC n'est régulée qu'à Genève. Lorsqu'elle tient ses Conférences ministérielles en dehors de Genève – comme à Nairobi en décembre 2015 – l'OMC se transforme en monstre tyrannique. Toutes les règles sont oubliées, et l'Empire exerce son pouvoir nu pour mettre au pas les pays du sud. .../...

---

## Chine-Etats-Unis. «En refusant de négocier sur la montée en puissance de la Chine, les Etats-Unis pourraient rendre le conflit inévitable»

26 avril 2023, Alencontre, Par Adam Tooze

[alencontre.org/ameriques/americornord/usa/chine-etats-unis-en-refusant-de-negocier-sur-la-montee-en-puissance-de-la-chine-les-etats-unis-pourraient-rendre-le-conflit-inevitable.html](https://alencontre.org/ameriques/americornord/usa/chine-etats-unis-en-refusant-de-negocier-sur-la-montee-en-puissance-de-la-chine-les-etats-unis-pourraient-rendre-le-conflit-inevitable.html)

[**Adam Tooze** est professeur d'histoire et directeur de l'Institut européen de l'Université de Columbia.]

Dans quelle mesure la tension croissante avec la Chine se traduira-t-elle dans la politique économique des Etats-Unis? Après une série de sanctions et de lois ouvertement discriminatoires, alors qu'est en cours une mesure portant sur les investissements états-unien en Chine et que les discours sur la guerre sont de plus en plus courants aux Etats-Unis, l'administration Biden sait qu'elle doit clarifier ses relations économiques avec le pays qui est le plus grand partenaire commercial des Etats-Unis en dehors de l'Amérique du Nord.

A la suite des réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale [du 10 au 16 avril], la secrétaire au Trésor des Etats-Unis, Janet Yellen, a fait sa première grande déclaration sur les relations économiques avec la Chine depuis 2021. A en juger par le ton, son message vise à clarifier et à calmer les spéculations et les débats sur les motivations et les intentions de la Maison Blanche. Toutefois, dans la situation actuelle, il est loin d'être évident que cette clarification contribue réellement à l'apaisement.

.../... «*Les Etats-Unis restent l'économie la plus dynamique et la plus prospère du monde.*» C'est pourquoi, insiste Janet Yellen, les Etats-Unis n'ont aucune raison de chercher à «*étouffer la modernisation économique et technologique de la Chine*» ou de poursuivre un découplage important. La puissance économique des Etats-Unis, poursuit la secrétaire au Trésor, «*est accrue*» par ses relations avec «*des amis et des partenaires proches dans toutes les régions du monde, y compris l'Indo-Pacifique*». Les Etats-Unis n'ont donc «*aucune raison de craindre une saine concurrence économique avec quelque pays que ce soit*». Puis Janet Yellen lance le mot de la fin: «*La croissance économique de la Chine n'est pas incompatible avec le leadership économique des Etats-Unis.*»

Il vaut la peine de s'attarder sur ce que cela implique. Le conflit n'est pas inévitable parce que les Etats-Unis se portent bien. Cela signifie que la Chine peut se développer sans menacer le leadership économique états-unien. Mais que se passerait-il si ce n'était pas le cas? Janet Yellen ne précise pas ce que cela impliquerait. Pourtant, dans cette éventualité – bien que Janet Yellen laisse peu de place au doute – tous les paris resteraient ouverts. Aujourd'hui encore, alors que l'administration Biden se dit confiante dans les perspectives économiques des Etats-Unis, Janet Yellen insiste: *«Comme dans toutes nos relations étrangères, la sécurité nationale est d'une importance capitale dans nos relations avec la Chine.»*

D'un certain point de vue, c'est évident. Aucun responsable ne dira jamais autre chose. La sécurité est la fonction de base des Etats. Mais tout dépend de la portée de votre approche de la sécurité nationale et de votre degré de confiance. Et **s'il faut affirmer haut et fort la priorité de la sécurité nationale dans les relations extérieures, c'est qu'il y a un problème.**

Pour Janet Yellen, il est évident que les Etats-Unis ont le droit de définir leur sécurité nationale sur le plan planétaire. Elle affirme, par exemple, que la défense de l'Ukraine contre l'agression russe figure parmi les «préoccupations les plus pressantes des Etats-Unis en matière de sécurité nationale». Quiconque choisit d'ignorer leurs sanctions contre la Russie et tombe sous la juridiction états-unienne s'expose à de graves conséquences. De même, les Etats-Unis ayant décidé de refuser certaines technologies à l'armée chinoise, ils imposeront en conséquence des sanctions et des restrictions commerciales.

Des Etats-Unis forts et sûrs d'eux-mêmes n'ont donc aucune raison de s'opposer à la modernisation économique et technologique de la Chine, sauf dans tous les domaines que l'establishment états-unien de la sécurité nationale, le plus gigantesque au monde, définit comme étant d'un intérêt national déterminant. Pour que cela soit autre chose que de l'hypocrisie, il faut imaginer que nous vivons dans un monde idéal dans lequel la technologie, la capacité industrielle et le commerce qui sont déterminants pour la sécurité nationale sont secondaires pour la modernisation économique et technologique au sens large.

Janet Yellen ne fait que renforcer cette conception en insistant sur le fait que les mesures prises par les Etats-Unis contre la Chine seront étroitement ciblées. Mais, comme chacun le sait, ces mesures ciblées ont jusqu'à présent inclus: **des efforts massifs pour entraver le leader mondial de la technologie 5G, Huawei; des sanctions contre l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en puces électroniques (circuits intégrés);** et l'inclusion de la plupart des grandes universités de recherche en Chine sur la liste des organismes états-unien qui doivent limiter strictement leurs échanges.

Par ailleurs, pour ajouter à la perplexité, alors que Janet Yellen insiste sur

le fait que les sanctions en matière de sécurité nationale ne nous disent rien sur les intentions des Etats-Unis à l'égard de la croissance chinoise, elle vante la législation adoptée sous l'administration Biden, notamment la Loi sur les puces électroniques (Chips Act) et la Loi sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act), qui comportent des éléments fortement anti-chinois, comme contribuant de manière significative à la prospérité future des Etats-Unis en tant que tels.

Il en résulte que les Etats-Unis accueillent favorablement la modernisation économique de la Chine et refuseraient l'attraction du piège de Thucydide **tant que le développement de la Chine se poursuit selon des orientations qui n'empiètent pas sur le leadership et la sécurité nationale des Etats-Unis**. L'attitude des Etats-Unis sera d'autant plus bienveillante qu'elle réussira à assurer sa propre prospérité nationale et, précisément, sa prééminence dans ces domaines.

Il est révélateur que ce qui semble être une déclaration raisonnable et accommodante soit, en fait, si déconcertant. La Chine doit accepter la délimitation du statu quo établie par les Etats-Unis. Si elle ne respecte pas les limites tracées pour elle par Washington entre la prospérité inoffensive et le développement technologique historiquement important, elle doit s'attendre à des sanctions massives.

Il faut savoir gré à Janet Yellen d'avoir énoncé ce point aussi clairement. Mais comment Washington s'attend-il à ce que Pékin réagisse? La Chine n'est pas le Japon ou l'Allemagne d'après 1945. Par rapport aux Etats-Unis, si l'on pose la question du «**leadership**», la parité est le minimum que Pékin peut viser. Le statu quo que la secrétaire au Trésor Janet Yellen considère comme acquis ne peut manifestement pas être légitime à long terme. Comme Pékin l'a déclaré, il aspire à une réorganisation fondamentale des relations internationales, de sorte que le discours états-unien sur le leadership ne soit plus jamais d'actualité. La Chine n'est pas non plus la seule grande puissance asiatique à partager ce point de vue. Le point de vue de l'Inde n'est pas différent.

A Washington, ce point se heurte à une incompréhension totale, voire à un sentiment de fierté blessée. La Chine ne comprend-elle pas qu'elle doit sa croissance à un ordre dirigé par les Etats-Unis? Se rebeller contre cet ordre, dit ouvertement Janet Yellen, n'est pas dans l'intérêt de la Chine. Janet Yellen a raison de dire qu'un conflit entre la Chine et les Etats-Unis n'est pas inévitable. Il dépend des mesures prises par les deux parties.

.../...

---

**Le capitalisme européen sur modèle allemand est à bout de souffle**

18.septembre.2023. Source : Jacobin, David Karas ; Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

[les-crises.fr/le-capitalisme-europeen-sur-modele-allemand-est-a-bout-de-souffle/](https://les-crises.fr/le-capitalisme-europeen-sur-modele-allemand-est-a-bout-de-souffle/)

[**David Karas** est chercheur postdoctoral en économie politique internationale et comparative.]

Pendant le règne d'Angela Merkel, l'intégration européenne néolibérale a servi de cadre à la croissance allemande alimentée par les exportations. Mais la guerre sur le continent et une série de crises ont montré les limites de ce modèle, provoquant des scissions au sein du gouvernement d'**Olaf Scholz**.

Lorsque les grands noms du libéralisme comme *l'Economist*, *Der Spiegel*, *Politico* ou le *Financial Times* s'empressent d'enterrer votre héritage politique en déplorant vos « occasions ratées », on peut vous pardonner de prendre la chose un peu personnellement. C'est particulièrement le cas si vous vous appelez Angela Merkel et que vous vous accrochez encore à ce vieux numéro du *Time* qui vous salue comme la « chancelière du monde libre ».

Le mandat de seize ans de Merkel à la tête de l'Allemagne a permis à l'Europe de faire preuve d'une résilience néolibérale à toute épreuve. Son long règne illustre parfaitement l'art consistant à masquer la spirale de malheur apparemment sans fin, reliant l'effondrement financier mondial, la crise de la dette européenne, en passant par le référendum de Syriza, la crise des réfugiés de 2015, le Brexit, Donald Trump et la crise de la COVID-19.

Et comme par enchantement, un drame politique éclate dès qu'elle quitte la scène à la fin de l'année 2021 : Vladimir Poutine envahit l'Ukraine, **le capitalisme de l'Allemagne alimenté par les exportations s'est heurté à un mur et son système politique semble désormais ingouvernable.** De manière plus générale, **le consensus politique européen qui était autrefois garant de l'intégration néolibérale du continent est aujourd'hui en ruine.**

En cette ère post-Merkel, après un an et demi d'existence, le gouvernement allemand dirigé par Olaf Scholz est si profondément divisé que ses ministres se contredisent à propos de quasiment toutes les grandes initiatives politiques. La coalition est baptisée « *feux tricolores* », en référence aux couleurs respectives du rouge du SPD (sociaux-démocrates), du jaune belliciste néolibéral du FDP (démocrates libres), et des Verts, chaque parti soutenant des stratégies différentes pour gérer l'héritage d'Angela Merkel. Qu'il s'agisse d'éliminer progressivement les

combustibles fossiles des moteurs à combustion ou des systèmes de chauffage domestique, de relancer ou d'enterrer l'austérité en Europe ou, comme on pouvait s'y attendre, de la manière de gérer le conflit en Ukraine, le gouvernement semble ne jamais s'entendre sur quoi que ce soit.

Les Libéraux démocrates sont au moins cohérents : leur attachement indéfectible à l'austérité budgétaire et à la politique de concurrence ordo libérale en font un ennemi tout désigné des aides publiques destinées à soutenir les programmes allemand et européen de décarbonation. Ces dogmes incitent même le parti partisan du libre marché à conclure une alliance de fait avec les lobbies des combustibles fossiles et les révoltes populistes contre la décarbonation.

Si les compromis passés par les Verts avec le lobby de l'énergie leur ont aliéné une partie de leur base d'électeurs, leur indifférence quant aux effets de la transition sur les Allemands de la classe ouvrière a également réussi à leur aliéner des couches plus larges de la population qui s'inquiètent de devoir payer la facture de la décarbonation.

Dans le cas des sociaux-démocrates, sous la direction fluctuante de Scholz, le parti a continué de miser sur le statu quo hérité de Merkel, oscillant parfois de façon schizophrène entre les nécessités d'une politique industrielle verte de rupture pour maintenir la compétitivité des secteurs d'exportation allemands, et les concessions à l'orthodoxie de la rigueur budgétaire. Chacun de ces trois partis est aujourd'hui distancé par le parti d'extrême droite *Alternative für Deutschland*, que les sondages créditent de près de 20 % au niveau national.

Il ne s'agit ni d'une affaire purement politicienne, ni d'une affaire strictement allemande : derrière le spectacle banal des querelles démocratiques à Berlin se cache une crise existentielle étroitement imbriquée qui **affecte à la fois le capitalisme allemand reposant sur les exportations et l'Union européenne, qui a longtemps servi de vecteur à la mise en œuvre des préférences macroéconomiques de l'Allemagne.**

Tout comme l'Allemagne a troqué l'ordre merkelien pour l'anarchie scholzienne, **l'Union européenne est également confrontée à l'effondrement des idées et des coalitions politiques qui ont soutenu la phase néolibérale de l'intégration européenne au cours des quarante dernières années.** Les dogmes politiques sur lesquels reposait le néolibéralisme européen — **la politique de la concurrence réduite au « bien-être du consommateur », l'austérité fiscale, la lutte contre l'inflation, la déréglementation et, par dessus tout, la croyance mystique selon laquelle les marchés sont efficaces dans la répartition des ressources — ont tous été remis en question au cours de la dernière décennie.** Tandis que les idéologies se délitent, **la coalition politique entre capital organisé, gouvernements nationaux et institutions européennes**, qui a longtemps entretenu en catimini un mode

dépolitisé d'intégration européenne, s'étiolo également.

Les ramifications géoéconomiques de l'invasion russe de l'Ukraine, la crise du modèle allemand de capitalisme axé sur les exportations et celle de l'intégration de l'UE, elle-même, forment ensemble un arc européen connecté de toute part permettant ce que le néocon Robert Kagan et l'équipe du **Bungacast** ont appelé la « fin de la fin de l'histoire » : **une résurgence spectaculaire des conflits (géo)politiques et idéologiques après des décennies de consensus néolibéral ancré dans l'hégémonie des États-Unis.** .../...

---

## **Jérôme Baschet : « La première violence est celle d'un système qui expose les êtres vivants au chaos climatique »**

Penser les luttes ; 15 juin 2023 par Barnabé Binctin

[basta.media/jerome-baschet-entretien-la-premiere-violence-est-celle-d-un-systeme-qui-expose-les-etres-vivants-au-chaos-climatique-soulevements-de-la-terre](https://basta.media/jerome-baschet-entretien-la-premiere-violence-est-celle-d-un-systeme-qui-expose-les-etres-vivants-au-chaos-climatique-soulevements-de-la-terre)

[**Jérôme Baschet** : historien, coprésident de l'Association pour la défense des terres (qui soutient financièrement le mouvement des Soulèvements de la Terre).]

Alors que les *Soulèvements de la Terre* multiplient les actions, et les soutiens, et qu'une menace de dissolution plane sur le mouvement, on prend le temps d'une réflexion de fond avec l'historien Jérôme Baschet sur le devoir d'insubordination.

« L'urgence vitale face au désastre ranime une impérieuse nécessité : celle de se battre pour d'autres mondes. » .../...

Jérôme Baschet : Disons que les faits s'accumulent. La manifestation du 25 mars à Sainte-Soline a fait face à une violence policière extrême : 5000 grenades tirées en deux heures, avec des personnes mutilées et des blessés graves, tout cela pour défendre un simple « trou », où il n'y avait rien qui puisse être dégradé, pas même des bâches en plastique. Ensuite, il y a eu la menace de dissolution des Soulèvements de la Terre, brandie par Gérald Darmanin. On assiste aussi à un usage totalement inapproprié, et irresponsable, du terme d'« écoterrorisme », dont le pouvoir abuse comme d'une étiquette infamante pour tenter de discréditer le mouvement. Cela relève clairement d'une propension à criminaliser la contestation

sociale, comme on le voit aussi avec la vague d'arrestations coordonnées, au niveau national, ce lundi 5 juin, ou encore contre des militants antifascistes italiens venus participer à un hommage à Clément Méric. Donc, oui, l'actuel gouvernement semble prêt à franchir de nouveaux seuils.

Faut-il s'attendre à un durcissement de l'affrontement entre les luttes écologistes et le pouvoir ?

Cela me semble clair, et ce pour une raison simple : **les effets du dérèglement climatique sont déjà dramatiques, et nous n'en sommes pourtant qu'au début**. En 2040, dans tous les scénarios du **Giec**, la température globale moyenne aura augmenté de 1,5° ou 1,6° par rapport à l'ère préindustrielle, contre 1,2° de hausse aujourd'hui. Cela signifie plus de 2° d'augmentation dans un pays comme la France, sans parler des +4° à l'horizon 2100 sur lesquels même le gouvernement table désormais. Cela peut paraître abstrait, mais nous connaissons désormais toutes les dimensions éminemment concrètes qu'impliquent de tels chiffres : dans 15 ans, les tempêtes et les inondations, comme les sécheresses et les mégafeux, déjà insupportables, auront été démultipliés par rapport à ce que l'on connaît déjà, avec des conséquences de tous ordres et notamment des conflits de plus en plus virulents sur l'usage de l'eau.

**Pour de multiples raisons, les difficultés de l'actuel système économique s'accroîtront, de même que les critiques à son encontre et le besoin vital d'un changement profond**. Cela ne concerne pas seulement la crise climatique et écologique. Si l'on veut prendre la mesure de l'inquiétude des cercles dirigeants mondiaux, il suffit de lire les nombreux rapports préparés par diverses institutions systémiques, comme « **L'âge du désordre** » (*Deutsche Bank*) en septembre 2020 ou le rapport sur les risques globaux de *Davos 2023*.

Ils anticipent des **difficultés à maintenir la croissance mondiale, à garantir une rentabilité du capital aussi favorable que durant l'âge d'or de la mondialisation néolibérale**, à faire face à **une perte de légitimité des régimes représentatifs et à contrôler une colère sociale de plus en plus ample et imprévisible**. Face à un système dont les facteurs de crise s'accumulent, on peut comprendre que **les cercles dirigeants mondiaux misent sur le renforcement massif des techniques de contrôle et se préparent méthodiquement à un recours de plus en plus brutal à la répression pour assurer la défense de leurs intérêts**.

Dans le cas des Soulèvements de la Terre, cela ne traduit-il pas également une certaine inquiétude vis-à-vis de la portée du mouvement ? Une note du service central du renseignement territorial le présentait comme « un acteur majeur de la contestation écologique radicale »...

Cette note fait un éloge paradoxal des *Soulèvements de la Terre*, en lui reconnaissant également une grande « inventivité », un « fort rayonnement

» et une remarquable capacité d'organisation. Malgré ce bel effort de lucidité, la vision policière du monde n'en bute pas moins sur d'évidentes limites. Elle projette notamment sur le mouvement une structuration hiérarchique, ne pouvant s'empêcher de fantasmer quelques chefs et une cellule centrale qui embrigaderaient une frange de la jeunesse au service de ses intentions occultes et malveillantes. Selon le rédacteur de la note, les enjeux écologiques ne sauraient être qu'un prétexte à des agissements dont la violence et la destruction seraient la véritable raison d'être. Cela conduit à ne rien comprendre à la logique du mouvement, puisque c'est au contraire de là qu'il faut partir, de cette révolte face à la dévastation du monde. .../...

Il est clair que l'action des États, sans être inexistante, est complètement insuffisante, ne serait-ce que pour atteindre les objectifs de l'*Accord de Paris* (2015). Dans une telle situation d'urgence vitale, dès lors que **les pouvoirs institués sont incapables de se dissocier des intérêts privés à l'origine de la catastrophe**, il devient légitime, et même impérieux d'invoquer un état de nécessité supérieure pour agir.

Il y a un devoir d'inacceptation et d'insubordination. Cela suppose d'assumer la perspective d'une confrontation à la fois plus offensive dans ses modes opératoires, et plus générale dans sa nature même. Il va de soi que l'ennemi n'est pas tel ou tel gouvernant ni tel ou tel ultrariche, mais bien plutôt le réseau des quelques centaines d'entreprises transnationales, banques et fonds d'investissement qui dominent l'économie mondiale. Il n'est pas difficile non plus d'identifier dans le **productivisme compulsif du système capitaliste**, mû par un impératif d'accumulation illimitée et tenu par une obligation de croissance exponentielle, la **cause fondamentale de la catastrophe écologique et climatique**.

Le propre de la nouvelle période géologique dans laquelle nous avons basculé, qu'on l'appelle « **Anthropocène** » ou « **Capitalocène** », c'est la **dégradation accélérée de l'habitabilité de la Terre, qui met en péril de nombreuses espèces vivantes, y compris l'espèce humaine**. Une nouvelle ligne de front émerge alors : elle oppose, d'un côté, le monde de l'Économie qui, pour se perpétuer, détruit cette habitabilité, et de l'autre, les forces qui luttent pour que la préservation de celle-ci prime sur les impératifs économiques. Cela ne fait pas disparaître les rapports de classe noués à l'intérieur du régime de production, mais cela met en avant un autre antagonisme majeur, touchant au rapport même à la production. .../...

---

Envoi personnel du 10/10/2023 d'un article par Guy CRÉQUIE

Site : [guycrequie.blogspot.com](http://guycrequie.blogspot.com) ;

*“L’humanisme et ses diverses filiations à l’épreuve de la guerre” :*

[guycrequie.blogspot.com/2023/09/lhumanisme-et-ses-diverses-filiations\\_36.html](http://guycrequie.blogspot.com/2023/09/lhumanisme-et-ses-diverses-filiations_36.html)

## LA GUERRE A REPRIS AU PROCHE ORIENT

Les sirènes d'alerte ont retenti à l'aube. Des centaines de roquettes ont été tirées depuis la bande de Gaza vers Israël, samedi 7 octobre. La branche armée du **Hamas** a annoncé dans la foulée avoir déclenché l'opération "*déluge d'Al-Aqsa*" contre Israël. Ces tirs de roquette ont fait au moins un mort, une femme d'une soixantaine d'années, et 15 blessés, selon les secours israéliens. Le mouvement islamiste palestinien a déclenché "*une guerre contre l'Etat d'Israël*", a réagi le ministre de la Défense israélien, Yoav Gallant.

- « Plus de 5 000 roquettes revendiquées. "*Nous avons décidé de mettre un terme à tous les crimes de l'occupation*" et "*plus de 5 000 roquettes*" ont été tirées depuis samedi matin, a déclaré **Mohammad Deif**, commandant des Brigades Ezzedine al-Qassam, dans un enregistrement audio diffusé par *Al-Aqsa TV*, chaîne de télévision du Hamas, mouvement islamiste au pouvoir à Gaza. Sans doute par crainte d'une réplique, des centaines d'habitants du nord-est de la bande de Gaza ont fui leurs maisons pour se diriger plus vers l'intérieur du territoire, a constaté une journaliste de l'*AFP*. »

- Publié par *France info* / Louis Boy, Catherine Fournier - *France Télévisions*. Publié en ligne le 07/10/2023 à 07H48.

Visiblement, le renseignement israélien, cependant renommé pour son efficacité, et le bouclier antimissiles (*le dôme de fer*) n'ont pas fonctionné (ce dernier : car trop de roquettes tirées ?) ou l'exploitation de ses informations a été négligée par l'État-major israélien (?).

Ces attaques ont été soigneusement préparées, et avec l'aide de pays arabes comme l' Iran, et, ou, de mouvances islamiques ? Des dizaines d'avions de combat de l'armée de l'air attaquent désormais des cibles de l'organisation terroriste Hamas dans la bande de Gaza à plusieurs endroits », écrit, l'armée israélienne sur X. A ce stade, je ne vais pas revenir sur l'origine de ce conflit, ce qui est à craindre, c'est que les représailles israéliennes seront si violentes par les bombardements et l'offensive terrestre, que des centaines de civils palestiniens (dont des enfants, femmes et personnes âgées) seront tués.

Des infiltrations du Hamas en Israël ont permis des prises d'otages civils, ce qui est **barbare, ignoble, honteux, inadmissible** et contraire aux règles internationales. Le gouvernement israélien et son premier ministre Benjamin Netanyahu le plus à droite depuis longtemps, avait promis la sécurité aux israéliens, mais **la politique israélienne de colonisation**, l'espoir de rattacher la Cisjordanie à Israël, ont accentué les haines palestiniennes. En Israël, la réforme du système juridique a provoqué des manifestations monstres, et le pays est divisé. Mais pour des raisons existentielles, l'union sacrée se fera en Israël, les débats internes reprendront plus tard.

Un autre trait de la complexité israélienne, est ce fait que 20% de sa population est d'origine arabe. D'ailleurs : le taux de fécondité de cette partie de la population est supérieur à celui des habitants d'origine juive.

Malheureusement, les États comme les États-Unis, les Institutions internationales, ont renoncé à la perspective de deux États [en région de Palestine : ex territoire sous mandat confié au Royaume-Uni en 1922], et le rapprochement d'Israël avec certains pays arabes du golfe, ont provoqué un arrêt des perspectives de conciliation pacifique et de la création des deux États indépendants, sécurisés, et vivant en respect réciproque, et admettant l'existence de l'autre partie, ou de l'existence d'une confédération.

Le peuple palestinien vit un drame. A Gaza, il est sous le contrôle du Hamas, lequel, n'a pas la cause palestinienne comme préoccupation majeure, mais la destruction de l'État d'Israël, la haine des juifs, et la propagation de l'antisémitisme. Cette conception, est aussi celle d'autres mouvances comme le **Hezbollah**.

En Cisjordanie, l'autorité palestinienne a failli ! Victime de ses divisions et corruptions, elle n'a plus de crédibilité et d'audience, n'est plus en capacité d'organiser des élections et donc d'impact sur les Palestiniens.

L'ONU : a-t-elle encore la capacité de réveiller les consciences internationales sur le sujet ? Hélas, rien n'est certain !

En 2002, j'ai rédigé le poème « *Palestiniens et Israéliens* » que lors d'une délégation de la ville de Vaulx-en-Velin, mon amie regrettée Josette SALA, « messagère de la culture de la paix » avait remis au Directeur de l'Hôpital de Bethléem, lequel l'avait affiché derrière son bureau.

Toujours durant le début des années 2000, comme représentant du club UNESCO de la ville de Vaulx-en-Velin, j'ai participé à Lyon à la rencontre

entre des maires israéliens et palestiniens, et j'ai participé activement à l'un des ateliers.

Cette rencontre organisée par le maire de la ville de Lyon : Gérard COLLOMB, avec les promoteurs du plan dit de Genève, avait permis de constater l'ampleur des désaccords entre les représentants des deux parties. Les morts, blessés, dans chaque camp, (plus du côté palestinien), l'héritage de ce conflit, nuisaient à toute avancée constructive. J'étais souvent interpellé par des maires des deux camps ; mais hélas! Je ne disposais d'aucun pouvoir de décision, hormis ma bonne volonté, et mon appel au dialogue.

### **Mise au point le 10 octobre 2023 !**

J'ai rédigé la contribution précédente dès l'annonce de l'agression du Hamas sur le territoire israélien. Depuis, le nombre de morts israéliens est annoncé considérable, sans parler de la centaine d'otages (voire 150 dont des ressortissants étrangers) que le Hamas a vraisemblablement emmené à Gaza. Ces prises d'otages sont un souci pour l'armée israélienne pour les libérer. En effet, ces otages peuvent être tués ou servir de boucliers humains. Y aura-t-il, une offensive terrestre conséquente sur la bande de GAZA en plus des frappes aériennes mais avec ses incidences sur les opinions publiques ? Également l'armée israélienne après avoir détruit des positions du Hezbollah au sud-Liban, peut-elle aller jusqu'à frapper l'Iran, mais alors : ce serait une poudrière mondiale !

Même, si j'ai des divergences avec la politique actuelle du gouvernement israélien, l'urgent est de dénoncer cette guerre déclenchée par le Hamas, laquelle, avec les prises d'otages, n'est pas un acte de guerre, mais des actes terroristes.

Israël dispose d'une supériorité technologique, militaire, qui lui permettra d'infliger de lourdes pertes aux Palestiniens avec hélas! Le prix que paieront nombre de civils palestiniens. Pouvoir chasser du pouvoir à Gaza le Hamas est extrêmement périlleux, ceci compte tenu de la densité de la population à Gaza, et sera lourde en pertes humaines. Déjà, avec les bombardements sur Gaza, cela a conduit selon l'ONU à plus de 187.000 déplacés dans cette bande de GAZA.

Rappelons, que durant toute une période, pour affaiblir l'autorité palestinienne, le gouvernement israélien a laissé prospérer le Hamas et on en voit les conséquences !

Il n'empêche que cette guerre aura des conséquences non seulement en

Israël, à Gaza, en Cisjordanie, et dans les pays limitrophes. Mais elle en aura forcément dans l'ensemble des relations internationales avec les prises de position en faveur d'Israël, et aussi du Hamas pour nombre de jeunes dans des pays arabes car les dirigeants du Hamas, du Hezbollah, et de pays comme l'Iran, ont pour objectif de faire échouer le rapprochement diplomatique de certains pays comme l'Arabie saoudite avec Israël.

Selon le ministère des affaires étrangères français, vingt de nos compatriotes seraient portés disparus dont un enfant, huit ont été tués, et plus de mille Israéliens, civils et militaires, seraient morts, et 2600 blessés. Dans la nuit du 8 au 9 octobre, l'armée israélienne aurait bombardé à Gaza 500 cibles où se trouve des membres du Hamas ou ses bureaux opérationnels, faisant des centaines de morts. Un blocus total de Gaza est annoncé par les dirigeants israéliens. Rappelons, que dans la bande de GAZA, vivent plus de deux millions d'habitants. Ce blocus priverait la population : d'eau, de gaz, d'électricité, d'essence, d'alimentation, de moyens de communication dont Internet, et peut servir de moyen de pression pour faire libérer des otages. Or, **le blocus total d'une population sur un territoire est interdit par le droit international**. Mais : les dirigeants israéliens vont invoquer le droit de défendre l'existence d'Israël et sa population.

**Triste et épouvantable situation !** Un couloir humanitaire doit être ouvert sous contrôle des casques bleus de l'ONU ; ceci, afin que des dizaines de milliers de Palestiniens civils, dont des femmes, des vieillards et des enfants dépassés par cette guerre qu'ils subissent, puissent fuir l'horreur, les larmes et le sang, les destructions de leurs habitations, les pénuries humiliantes et éprouvantes.

Une opération terrestre, massive, à GAZA, dedans et avec une guérilla urbaine, serait lourde en pertes humaines, et lorsque viendra un cessez-le-feu, il faudra bien des interlocuteurs à qui parler.

Pour enfin (mais quand ?) envisager la création de deux États ou d'une confédération de deux États, vivant en sécurité, se respectant, il faudra une volonté sans faille de négociateurs israéliens et palestiniens, crédibles, un soutien des États proches du golfe, mais aussi et beaucoup une détermination sans faille des Nations Unies, de l'Union Européenne, d'un investissement permanent des États-Unis, et au moins obtenir la neutralité bienveillante de la Turquie, de la Chine, et de la fédération de Russie. Présentement, mes propos relèvent d'un rêve inassouvi. C'est un rêve présentement, et hélas! Totalemment utopique ?

Ce 10 octobre, en fin d'après-midi, j'apprends : que des femmes, des enfants, dont des bébés auraient été sauvagement assassinés et même

décapités par le Hamas et ses bras armés. C'est une barbarie de haine qui interpelle notre humanité. Plus, que des crimes de guerre, il s'agit de crimes contre l'humanité = préparés, programmés, pour tuer de façon sadique et terroriste.

**Il peut être contesté, la politique du gouvernement israélien actuel, mais RIEN ne justifie l'horreur d'ignorer le respect de la vie.**

Il se dit, sur certains médias, que des négociateurs égyptiens et du Qatar tenteraient de faire libérer des otages : femmes, enfants, vieillards en échange de militants politiques palestiniens emprisonnés, mais je ne peux le vérifier et le confirmer.

A noter, que lors du conseil de sécurité de l'ONU, la Chine et la Russie ont refusé de condamner l'intervention armée dont les massacres des milices du Hamas sur le sol israélien.

© **Guy CRÉQUIE,**

publié le 10 octobre 2023 , alors que cette guerre est en cours !

Poète, écrivain, messager de la culture de la paix par l'UNESCO

Représentant européen des éducateurs pour la paix affiliés à l'ONU

Lauréat des Académies Européenne et mondiale de la culture et des arts

Pour signalement :

*"L'Humanisme et ses diverses filiations à l'épreuve de la guerre"*, livre en attente d'édition,

voir à : [simply-crowd.com/produit/guy-crequie/](https://www.simply-crowd.com/produit/guy-crequie/) ( par <https://www.> )

\* actuellement en vente préalable, il sera édité pour les fêtes de fin d'année.

---

Envoi personnel du 11/10/2023 d'un article par Pierre PÉGUIN

Articles sur : [apag2.wordpress.com](https://www.apag2.wordpress.com)

## **ISRAËL CONTRE PALESTINE : JUSQU'À QUAND ?**

**Jusqu'à quand ?**

Alors que les violences contre les Palestiniens ne se comptent plus, que les

exactions et assassinats qu'ils subissent de la part des colons et de l'armée se multiplient, que l'apartheid contre eux se met en place, faut-il s'étonner que cela explose ; même si nous sommes surpris de la forme et de l'horreur de cet épisode de guerre ?

Mais jusqu'à quand la France : « *Pays des droits de l'homme* » et l'Europe continueront-elles à soutenir la politique de ce gouvernement d'extrême-droite israélien et sa politique **qui bafoue les prescriptions de l'ONU ?**

Jusqu'à quand l'État, la majorité des partis politiques et des médias continueront à considérer qu'Israël a le « droit de se défendre », mais pas les Palestiniens appelés « terroristes », subissant depuis 1948 une terrible guerre de colonisation.

**Pierre PÉGUIN.**

Ci-dessous, on trouvera le communiqué de l' **UJFP** (Union Juive française pour la paix) [ [ujfp.org](http://ujfp.org) ] du 7 octobre 2023.

-----  
**« *Ça suffit le concert des nations pro-israélien ! Résister à un occupant est légitime !* »**

*Au moment où nous écrivons, sans informations détaillées et vérifiées, nous tenons à préciser ce qui suit.*

*Un déferlement de commentaires présente comme d'habitude le **Hamass** et les Palestiniens comme les agresseurs et l'armée israélienne comme ripostant. Quoi que nous puissions penser de là où nous sommes de la stratégie adoptée par le Hamas (et nous n'avons pas forcément un point de vue commun sur le sujet), nous nous devons de rappeler que c'est :*

- . Israël, la puissance colonisatrice,*
- . Israël qui impose un blocus inhumain à Gaza,*
- . Israël qui poursuit à marche forcée une colonisation de peuplement sur toute la Palestine historique,*
- . Israël qui conforte un régime d'apartheid et utilise l'emprisonnement massif comme un moyen de gestion de son occupation,*
- . Israël dont l'armée dans la dernière période couvre les pogroms opérés par les colons contre les villages palestiniens.*

*Plus de 237 morts palestiniens depuis le début de l'année, plus de 1000 détenus administratifs (c'est-à-dire sans jugement et sans accès au*

dossier d'accusation), etc. Et nous rappelons que **le droit international, qu'Israël foule au pied, justifie la résistance, y compris armée, à l'occupation et à l'oppression.**

*Les événements d'aujourd'hui doivent rappeler à toutes et tous, et en particulier à la population israélienne, qu'il n'y aura pas de paix possible pour une communauté juive dans cette région du monde sans que soit reconnu à toutes et tous l'égalité des droits. Nous maintenons notre appel aux autorités françaises à cesser la sempiternelle référence univoque au droit d'Israël à la sécurité et à cesser sa collaboration militaire et économique avec cet État colonial.*

*Nous soutenons la résistance du peuple palestinien face à l'occupation, à la répression, au déni du droit des Palestiniens. »*

-----  
**[Pour approfondir]**

**& [Note de JJP REY : changement et ajout de quelques liens URL dans le message reçu, suite à impossibilité vérifiée d'accéder à des articles signalés]**

- **Israël : l'opinion de Gideon Levy** (Billet de blog du 11 octobre 2023)  
ARTICLE INTÉGRAL DE GIDEON LEVY, OPPOSANT JUIF ISRAÉLIEN A LA COLONISATION ISRAÉLIENNE

[blogs.mediapart.fr/ahg-randon/blog/111023/israel-l-opinion-de-gideon-levy](https://blogs.mediapart.fr/ahg-randon/blog/111023/israel-l-opinion-de-gideon-levy)

\* Extrait : ".../... Mais Israël punit Gaza depuis 1948, sans s'arrêter un seul instant. 75 ans d'abus, et le pire l'attend désormais. Les menaces d'« aplatir Gaza » ne prouvent qu'une chose : que nous n'avons rien appris. L'arrogance est là pour rester, même si Israël a une fois de plus payé un lourd tribut.

**Benjamin Netanyahu** porte une très lourde responsabilité dans ce qui s'est passé, et il doit en payer le prix, mais l'affaire n'a pas commencé avec lui et ne se terminera pas après son départ. Nous devons maintenant pleurer amèrement pour les victimes israéliennes. Mais nous devons aussi pleurer pour Gaza. Gaza, dont la population est majoritairement composée de réfugiés créés par Israël ; Gaza, qui n'a pas connu un seul jour de liberté. »" **Source Haaretz.**

- **Israël ne peut pas emprisonner deux millions de Gazaouis sans payer le prix fort**

[tlaxcala-int.blogspot.com/2023/10/gideon-levy-israel-ne-peut-pas.html](https://tlaxcala-int.blogspot.com/2023/10/gideon-levy-israel-ne-peut-pas.html)

\* Un relais de publication repéré ici : [senepius.com/opinions/israel-ne-peut-pas-emprisonner-deux-millions-de-gazaouis-sans](https://senepius.com/opinions/israel-ne-peut-pas-emprisonner-deux-millions-de-gazaouis-sans)

*"Même l'obstacle le plus sophistiqué et le plus cher du monde peut être franchi avec un vieux bulldozer fumant lorsque la motivation est grande. Cette barrière arrogante peut être franchie à vélo et en mobylette malgré les milliards qui y ont été investis."* **Gideon Levy** - Publication 11/10/2023.

- Journaliste **Gideon Levy**,

lire un condensé des éléments marquants de sa biographie et de ses vues ici : [drive.google.com/file/d/1GxQkldDCR4-YSNFoOpwnlpPZxxU8lF65/view](https://drive.google.com/file/d/1GxQkldDCR4-YSNFoOpwnlpPZxxU8lF65/view)  
Liste d'articles dans site de l'UJFP : [ujfp.org/?s=Gideon+Levy](https://ujfp.org/?s=Gideon+Levy)

Pour conforter dans son opinion,

- **Israël : opposé à la guerre, le journaliste de « Haaretz » Gideon Levy est accusé de trahison**

18 août 2014 à 10:43 Par Jeune Afrique  
[jeuneafrique.com/46970/politique/isra-el-oppos-la-guerre-le-journaliste-de-haaretz-gideon-levy-est-accus-de-tra-trise/](https://jeuneafrique.com/46970/politique/isra-el-oppos-la-guerre-le-journaliste-de-haaretz-gideon-levy-est-accus-de-tra-trise/)

*"En Israël, les personnalités anti-guerre comme Gideon Levy, journaliste du quotidien « Haaretz », peinent à mobiliser les foules. Nageant à contre-courant d'une opinion majoritairement favorable à l'opération Bordure protectrice, elles sont souvent agressées et taxées de trahison."*

et pour interpeler, cet éditorial en anglais :

- **Netanyahu Bears Responsibility for This Israel-Gaza War**

[haaretz.com/opinion/editorial/2023-10-08/ty-article-opinion/netanyahu-bears-responsibility/0000018b-0b9d-d8fc-adff-6bfd1c880000](https://haaretz.com/opinion/editorial/2023-10-08/ty-article-opinion/netanyahu-bears-responsibility/0000018b-0b9d-d8fc-adff-6bfd1c880000)

-----  
Les références d'analyses publiées par **Orient XXI** : [orientxxi.info/](https://orientxxi.info/)

**Gaza-Palestine. Le droit de résister à l'oppression**

Israël/Palestine > Conflits > Alain Gresh > 9 octobre 2023  
[orientxxi.info/magazine/gaza-palestine-le-droit-de-resister-a-l-oppression,6777](https://orientxxi.info/magazine/gaza-palestine-le-droit-de-resister-a-l-oppression,6777)

\* **Les thèmes : Israël/Palestine**

<https://orientxxi.info/fr/article2311.html>

ou : **Conflits**

<https://orientxxi.info/fr/article2306.html>

**Alain Gresh, auteur, Spécialiste du Proche-Orient.**  
[orientxxi.info/fr/auteur2.html](https://orientxxi.info/fr/auteur2.html)

-----  
Au sujet de l'APARTHEID : Une courte vidéo de 7 min et demie présente l'apartheid qui se met en place,  
**ISRAËL : VOICI POURQUOI ON PEUT PARLER D'APARTHEID :**  
[youtu.be/ykFzCJwYqkl](https://youtu.be/ykFzCJwYqkl)

-----  
**Et pendant ce temps le géant de la distribution Carrefour intensifie ses liens avec la colonisation illégale de la Palestine, Le logo Carrefour est en tête de gondole dans les colonies israéliennes**

Selon plusieurs ONG et syndicats, le géant français de la distribution renforce ses partenariats avec des entreprises liées à la colonisation de la Palestine. Un an et demi après ses premiers accords conclus avec deux sociétés israéliennes impliquées dans la colonisation, le groupe Carrefour a renforcé depuis un an son implication dans la colonisation israélienne du territoire palestinien, par le biais de nouveaux accords passés avec des sociétés israéliennes fortement impliquées dans la colonisation et par une présence effective dans les colonies illégales.

D'après : *l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), Al-Haq, la Confédération générale du travail (CGT), la Fédération commerces et services de la CGT, la Ligue des droits de l'Homme, la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et l'Union syndicale Solidaires.*

Être client de Carrefour, c'est le conforter dans son soutien à la colonisation déclarée illégale par l'ONU.

**Réaction de mon ami Jean-Marie parmi d'autres :**

Je suis effrayé devant le manque d'impartialité des médias devant le drame Israélo-Palestinien ! Depuis 50 ans, les Palestiniens vivent sous l'occupation israélienne, sous colonisation illégale, sous l'apartheid, sous les injustices, le blocus de Gaza dure depuis 16 ans, les enfants, les civils palestiniens meurent par centaines, souvent sous les balles des colons en parfaite impunité, sinon avec le soutien des politiques et de l'armée...et le drame d'une révolte prévisible fait s'émouvoir le monde...stigmatisant la catastrophe du côté Israélien...

Sans vouloir justifier une attaque meurtrière, on peut dire que lorsque la

cocotte minute est sous pression, si elle explose, il y a des dégâts...ce qui est le cas aujourd'hui devant la politique inhumaine de l'Etat d'Israël.

**Qu'on ne vienne pas me traiter d'antisémite...**je suis antisioniste, opposé à la politique de l'Etat d'Israël, qui traite les humains de la pire manière ! j'ai la même position vis à vis de la Junte Birmane, des mollahs Iraniens, des Talibans Afghans, du gouvernement de tout pays qui soumet les opposant à des traitements inhumains ! Il y a plusieurs milliers de morts en Afghanistan, suite à un violent tremblement de terre, hier...et personne n'en parle ! une honte !!!!!

Recueil de données par **Pierre PÉGUIN**

---

Envoi personnel du 17 et 18/10/2023 d'articles par Mazin QUMSIYEH  
Sites : qumsiyeh.org ; popular-resistance.blogspot.com

## **GAZA : GÉNOCIDE ET SILENCE**

**Par Mazin QUMSIYEH**

**(Traduction par JJ Pat REY)**

Tout récemment, Israël a bombardé l'hôpital **Al-Ahli** à Gaza : une estimation de 500 tués (parmi les patients, les docteurs, les visiteurs et cetera).

[\* Précision : L'hôpital Al-Ahli a été créé pour la première fois par la *Church Mission Society* de l'Eglise d'Angleterre, gérée entre 1954 et 1982 par la mission médicale de l'église baptiste du Sud, et depuis 1980, était dirigé par l'*église épiscopale de Jérusalem* (voir [afedj.org/institution/ahli-arab-hospital-gaza-city/](http://afedj.org/institution/ahli-arab-hospital-gaza-city/) ).

La plupart des familles assassinées sont celles qui se sont réfugiées sur zone devant l'hôpital en pensant qu'ici, c'était plus sûr car depuis 140 ans, c'était un modèle de la coexistence chrétienne-musulmane à Gaza. Les images des parties de corps démembrés, jusqu'à à cent mètres du point d'impact de l'attaque israélienne, sont absolument horribles et indescriptibles. Mais le plus horrible fut que même cet incident n'a pas arrêté le carnage. Israël a poursuivi son assaut contre les civils de Gaza.

Israël poursuit son assaut contre la vérité et dépense des milliards pour la propagande et la manipulation des médias (dont une grande partie provient de dons déductibles d'impôts et de l'aide directe des États-Unis).]

Aidé par les gouvernements occidentaux, l'impudique destruction israélienne continue : des bâtiments civils, des attaques sur les hôpitaux (quatre hôpitaux jusqu'à maintenant) et le personnel médical, en détruisant des universités, en ciblant des équipes de défense civile/premier secours, incluant des ambulances, en éliminant des familles entières et déniaut aux gens, l'eau, les médicaments, la nourriture, l'électricité et du combustible. Des milliers de tonnes de bombes ont été jetées sur des régions densément peuplées, rasant des quartiers entiers : 3500-5000 Palestiniens tués (un nombre incertain à cause de ceux ensevelis sous les ruines) et plus de 10,000 blessés. Des dizaines de milliers mourront bientôt du fait des privations et du manque de soins médicaux (par exemple des milliers sous dialyse du rein). Même **Raz Segal**, historien israélien, enseignant sur l'Holocauste et les études de génocide à l'Université de Stockholm [Suède] dit que "*c'est un cas d'école pour Génocide : Israël a bien été explicite concernant ce qu'il exécute à Gaza. Pourquoi le monde n'écoute pas ?*" [democracynow.org/2023/10/16/raz\\_segal\\_textbook\\_case\\_of\\_genocide](https://democracynow.org/2023/10/16/raz_segal_textbook_case_of_genocide)  
**Pourquoi effectivement le silence ? ? ?**

Pour l'instant, **beaucoup de gouvernements agissent mollement et servilement face aux gouvernements états-unien et israélien** (eux-mêmes perdant de la crédibilité parmi leurs propres peuples). Le "marchand de guerre américain en chef" **Biden** va s'entretenir demain avec le président palestinien (le terme a expiré, il y a 11 ans), le roi de la Jordanie et le Président égyptien. La honte sur tous les quatre d'entre eux pour être complices d'assassinats/génocide. Même les pays arabes et Islamiques qui ont des relations avec Israël, n'ont pas expulsé les ambassadeurs 'israéliens'. La Colombie (grand merci) l'a fait. Plus de pays doivent suivre la mesure (et s'occuper aussi du partenaire d'Israël dans le crime: les États-Unis!). Assez est assez. Environ 1500 enfants ont été assassinés en 10 jours (beaucoup toujours sous les débris).

Ici, il y a mes prédictions pour cette terrible année 2023 (malheureusement, beaucoup d'entre elles se sont avérées) :

[popular-resistance.blogspot.com/2022/12/political-prediction-for-2023.html](https://popular-resistance.blogspot.com/2022/12/political-prediction-for-2023.html)  
et même il y a 20 ans, j'ai écrit un livre expliquant comment sortir de ce désordre créé par le Sionisme, et en prédisant qu'à moins que les droits de l'homme ne soient centralisés, les guerres sans fin auront pour résultat d'impacter le monde entier (non seulement la Palestine). Le livre : "[Partage de la Terre de Canaan : les Droits de l'Homme et la Lutte israélienne-palestinienne](#)" peut être lu ici :

[qumsiyeh.org/sharingthelandofcanaan/](https://qumsiyeh.org/sharingthelandofcanaan/) [lecture en accès libre sur site mais

adresse inaccessible selon certains navigateurs...]

[ alors voir là par exemple : [plutobooks.com/9781783719389/sharing-the-land-of-canaan/](https://plutobooks.com/9781783719389/sharing-the-land-of-canaan/) ou là :

[archive.org/details/sharinglandofcan0000qums/mode/2up](https://archive.org/details/sharinglandofcan0000qums/mode/2up) ]

Un groupe de jeunes activistes palestiniens vient juste de créer une page Web : [ongaza.org/](https://ongaza.org/) ; elle est faite pour circuler sur les mass-média sociaux afin de répondre aux questions comme : Israël ne peut-il se défendre lui-même? Au sujet de la loi internationale ? USA et pays arabes ? Les Palestiniens ont-ils une juste chance d'obtenir une reconnaissance mondiale ? Où puis-je obtenir l'information réelle ? Ils répondent avec les liens/ressources utiles et les actions que vous pouvez faire pour la paix et la justice et en espérant que cela restera même s'ils devaient s'en aller : [ongaza.org/](https://ongaza.org/)

Maintenant je veux vraiment dire quelque chose que j'ai dit auparavant plusieurs fois pendant ces 40 dernières années. Il n'y a pas de scénario gagnant-perdant ou de perdant-gagnant ici. Il y a seulement :

1) **un scénario perdant-perdant** qui est la destruction de 7.2 millions de Palestiniens et de 7 millions d'Israéliens vivant entre le fleuve et la mer sous l'hégémonie des Sionistes

OU

2) **une situation de gagnant-gagnant**, stoppant une oppression de 75 ans et instaurant la justice (les droits Humains, l'état démocratique séculaire, l'égalité) basé sur la loi internationale en incluant la résolution d'UNGA 194 [[Resolution 194 des Nations Unis : unrwa.org/content/resolution-194](https://www.unrwa.org/content/resolution-194) ] pour le retour de réfugiés. Cependant, l'action immédiate est d'arrêter le génocide parce que de plus en plus de meurtres sont commis chaque jour et des millions de gens deviendront radicalisés. (Nous avons vu l'assassinat d'un palestinien de 6 ans dans l'Illinois hier).

**Il ne devrait y avoir aucun 'compromis' qui permette à l'Israël de continuer son occupation et sa politique d'apartheid.**

La sympathie avec les victimes et la connaissance ne sont pas suffisantes... L'action est le meilleur antidote au désespoir.

Agissez s'il vous plaît. Il y a des actions énumérées dans cette page : [ongaza.org/](https://ongaza.org/) et des actions sont listées sur mon site : [qumsiyeh.org/](https://qumsiyeh.org/) ; [rubrique : "[WHAT YOU CAN DO](#)" : 74 Façons d'agir pour la paix avec justice (que VOUS pouvez faire).] [Page non accessible pour certains navigateurs...]

**Agissez S'IL VOUS PLAÎT** selon vos moyens, mais sortez vraiment dans les rues aujourd'hui (mercredi 18/10/2023) pour demander la fin du

génocide commis par Israël, aidé de son complice, les Etats-Unis d'Amérique, et par les gouvernements d'Occident.

D'écœurants mass-médias occidentaux (sionistes) répètent ainsi toujours, comme des perroquets, des mensonges de Sionistes ou leur donnent le bénéfice du doute! Des millions de gens dans le monde sont stupéfiés par la profondeur de vice du ciblage, même une des dernières boulangeries restante, après avoir viser plusieurs hôpitaux, zones résidentielles, écoles, universités, des ambulances, etc. Le déni de nourriture, d'eau et de médecine, à lui seul, devrait être suffisant pour expulser des ambassadeurs israéliens de la part de chaque pays sur Terre. Israël continue ceci et le bombardement de civils implacablement. Mais les manifestations dans le monde ont augmenté.

Comme j'écrivais auparavant, suppliant le monde occidental, dominé par les Etats-Unis, d'accepter la loi internationale et la loi humanitaire internationale, c'est inutile. Ils détruisent intentionnellement une telle loi à l'autel du Veau D'or du Sionisme. Mais maintenant le jeu s'élève. Depuis que l'ère Nazie a fini, **le ciblage délibéré de civils a été pratiqué par les Etats-Unis au Viêt Nam, l'Irak et ailleurs** (Martin Luther King disait que les Etats-Unis sont les plus grands responsables de violences dans le monde). En 2023 (année pivot), les gens civilisés et décents et les gouvernements, partout dans le monde, doivent se réunir pour arrêter Israël et son mentor et bienfaiteur étasunien. Les enjeux sont très hauts. **Si Israël réussit, alors d'autres régimes impitoyables seront également encouragés d'obtenir gain de cause par la force des armes et le mépris de la loi internationale.**

Il ne devrait y avoir aucun 'compromis' qui permette à Israël de continuer son occupation et sa politique d'apartheid en Palestine. 'Un cessez-le-feu' et les donations d'autres pays, pour réparer quelques parties du dommage causé à maintes reprises dans le passé, paraîtrait comme une mesure pour sauver la face. C'est comme d'arrêter un violeur pendant quelque temps, traiter la victime brièvement, et puis ensuite de permettre alors au violeur de reprendre [ses agissements]. L'apartheid, la colonisation, le siège, l'oppression, ont continué après les assauts précédents (2008, 2014, 2021). Maintenant, il DOIT y avoir une issue différente si rien d'autre ; compte tenu de l'échelle de dévastation à Gaza, et de la vulgarité et déclarations publiques des chefs israéliens, disant avoir l'intention de nettoyer et punir la population (les "animaux humains" dans les mots du ministre israélien de la guerre et "pas d'innocents civils" dans les mots du président israélien).

Encore des condamnations, montrant de l'inquiétude, et des prières ne sont pas suffisantes.

Des actions pour tenir responsables, les criminels génocidaires sont nécessaires MAINTENANT. voir : [ongaza.org/](http://ongaza.org/)  
Demandez l'expulsion des ambassadeurs israéliens de vos pays (et des ambassadeurs américains s'ils n'arrêtent pas de financer et armer les criminels).

Rejoignez s'il vous plaît la lutte pour mettre fin à l'apartheid/colonialisme pour construire une meilleure société (voir mon livre "*Partager le Terrain de Canaan*" : [\[adresses en ligne indiquées ci-haut dans cet article\]](#)).

**Restez humains** (je le sais, c'est beaucoup plus ardu maintenant dans un monde sourd et aveugle).

**Avec des larmes,**

**Mazin QUMSIYEH**  
[popular-resistance.blogspot.com/  
qumsiyeh.org/](http://popular-resistance.blogspot.com/qumsiyeh.org/)

---

[Version originale des textes en anglais](#)

## **GENOCIDE ET SILENCE**

Just now Israel bombed **Al-Ahli hospital** in Gaza estimated >500 killed (patients, doctors, visitors etc).

[\* Précision : Al-Ahli hospital was first established by the *Church Mission Society* of the Church of England, managed between 1954 and 1982 by the Medical Mission of the Southern Baptist Church, and since 1980 was run by the *Episcopal Church in Jerusalem* ( see [afedj.org/institution/ahli-arab-hospital-gaza-city/](http://afedj.org/institution/ahli-arab-hospital-gaza-city/) ).

Most of the families murdered are those who came to the area in front of the hospital thinking it was safer there since for 140 years it was a model of Christian-Muslim coexistence in Gaza. The images of body parts scattered even a hundred meter away from the site of the Israeli attack are so horrific and beyond description. But even more horrific was that even this incident did not stop the carnage. Israel continued its onslaught against the civilians of Gaza. Israel continues its onslaught on truth and spend billions on propaganda

and media manipulation (much of it comes from tax-deductible donations and direct aid from the USA).]

Aided by western governments, the wanton Israeli destruction continues: of civilian buildings, attacks on hospitals (four hospitals so far) and medical personnel, destroying universities, targeting civil defense teams/first responders including ambulances, wiping out whole families, and denying people water, medicine, food, electricity, and fuel. Thousands of tonnes of bombs were dropped on heavily populated areas leveling whole neighborhoods: 3500-5000 Palestinian killed (number uncertain because of those under rubble of flattened neighborhoods) and over 10,000 injured. Tens of thousands will die soon of deprivation and lack of medical care (e.g. thousands on kidney dialysis). Even Raz Segal Israeli historian, professor of Holocaust and genocide studies at Stockton University says it is "A Textbook Case of Genocide: Israel has been explicit about what it's carrying out in Gaza. Why isn't the world listening?"

[democracynow.org/2023/10/16/raz\\_segal\\_textbook\\_case\\_of\\_genocide](https://democracynow.org/2023/10/16/raz_segal_textbook_case_of_genocide)

**Why indeed the silence ???**

So far, many governments are acting spineless and subservient to US/Israeli governments (themselves losing credibility among their own people). US War-monger-in-chief Biden is going to meet tomorrow with the Palestinian President (term expired 11 years ago), Jordan's king, and the Egyptian President. Shame on all four of them for aiding and abetting murder/genocide. Even Arab and Islamic countries which have relations with Israel have not expelled "Israeli" ambassadors. Columbia (thankfully) did. More countries must follow suit (and also deal with Israel's partner in crime, the USA!). Enough is enough. Estimated 1500 children murdered in 10 days (many still under the rubble).

Here were my predictions for this terrible year 2023 (sadly much of it came true)

[popular-resistance.blogspot.com/2022/12/political-prediction-for-2023.html](https://popular-resistance.blogspot.com/2022/12/political-prediction-for-2023.html)

and even 20 years ago, I wrote a book explaining how to get out of this mess created by Zionism and predicting that unless human rights are centralized, endless wars will result that impact the whole world (not just Palestine). The book "*Sharing the Land of Canaan: Human Rights and the Israeli-Palestinian Struggle*" can be read here: [qumsiyeh.org/sharingthelandofcanaan/](https://qumsiyeh.org/sharingthelandofcanaan/)

A group of young Palestinian activists just set up a webpage : [ongaza.org/](https://ongaza.org/) being circulated on social media to answer questions like: Isn't Israel defending itself? What about international law? US and Arab countries? Do the Palestinians have a fair chance to get their reality to the world? Where can I get real information? They answer with useful links/resources and actions

that you can do for peace and justice and hoping that this will stay even if they will be gone: [ongaza.org](http://ongaza.org)

Now I do want to say something I said before many times over the past 40 years. There is no win-lose or lose-win scenario here. There is only :

1) a lose-lose scenario which is the destruction of 7.2 million Palestinians and 7 million Israelis living between the river and the sea under Zionist hegemony  
OU

2) a win-win situation of stopping 75 year old oppression and implementing justice (human rights, secular democratic state, equality) based on international law including UNGA resolution 194 for return of refugees. Yet, the immediate action is to stop the genocide because every day creates more killings and millions will become radicalized. (We saw the murder of a 6 year old Palestinian in Illinois yesterday).

## **There should be no 'compromise' that allows Israel to continue its occupation and apartheid policies**

Sympathy with victims and knowledge are not sufficient... Action is the best antidote to despair.

Please act. There are actions listed in this page [ongaza.org](http://ongaza.org) and actions listed on my website [qumsiyeh.org/whatyoucando/](http://qumsiyeh.org/whatyoucando/)

PLEASE act in your own capacity but do go out in the streets today

(Wednesday) to demand an end to the genocide committed by Israel aided and abetted by US and Western governments.

Some disgusting western (Zionist) media thus still parrot Zionist lies or give them the benefit of the doubt! Millions around the world are stunned at the depth of depravity of targeting even one of the last remaining bakeries after targeting several hospitals, residential areas, schools, universities, ambulances etc. Denying food, water, and medicine alone should be sufficient to expel Israeli ambassadors from every country on earth. Israel continues this and the bombing of civilians relentlessly. But demonstrations around the world grew.

As I wrote before, pleading to the US dominated western world to accept international law and international humanitarian law is not useful. They are intentionally destroying such law at the altar of the Golden Calf of Zionism. But now the game is up. Since the Nazi era ended, deliberate targeting of civilians was practiced by the US in Vietnam, Iraq and elsewhere (Martin Luther King said that the US is the biggest purveyor of violence in the world). In 2023 (pivotal year), civilized and decent people and governments everywhere must band together to stop Israel and its US mentor and benefactor. The stakes are very high. If Israel succeeds then other ruthless regimes will be encouraged to

also get their way by might of arms and ignore international law.

There should be no 'compromise' that allows Israel to continue its occupation and apartheid policies in Palestine. A "cease-fire" and having other countries donate to rebuild some parts of the damage happened repeatedly in the past as a face-saving measure. It is like having a rapist stop for a while, treat the victim briefly and then allow the rapist to resume. Apartheid, colonization, siege, oppression continued after previous onslaughts (2008, 2014, 2021). Now, there MUST be a different outcome if nothing else because of the scale of the devastation of Gaza and the vulgarity and open statements by Israeli leaders saying they intend to wipe and punish the population (the "human animals" in the words of the Israeli minister of war and "no innocent civilians" in the words of the Israeli president).

Again condemnations, showing concern, and prayers are not sufficient.  
Actions to hold the genocidal criminals accountable are needed NOW. See [ongaza.org](http://ongaza.org)

Demand the expulsion the Israeli ambassadors from your countries. (and the US ambassadors if they do not stop funding and arming the criminals).

Please join the struggle for ending apartheid/colonialism to build a better society ( see my book "*Sharing the Land of Canaan*" available online at [qumsiyeh.org/sharingthelandofcanaan/](http://qumsiyeh.org/sharingthelandofcanaan/) )

Stay human (I know it is much harder now in a deaf, blind world).

With tears,

**Mazin QUMSIYEH**  
[popular-resistance.blogspot.com/  
qumsiyeh.org/](http://popular-resistance.blogspot.com/qumsiyeh.org/)

---

Transmission personnelle le 18/10/2023 d'un article par Frédéric BOUTET  
Site : p-plum.fr

**SILENCE, ON TUE**

**par Tsedek!**  
Collectif juif décolonial

**Source :** Billet de blog du 17 octobre 2023  
[blogs.mediapart.fr/tsedek/blog/171023/silence-tue](https://blogs.mediapart.fr/tsedek/blog/171023/silence-tue)

**Alors qu'un nettoyage ethnique est en marche à Gaza, nous prenons la parole en tant que juives et juifs de France pour refuser que ce génocide soit réalisé en notre nom.**

« *Nous combattons des animaux et nous agissons en conséquence.* »  
**Yoav Galant**, ministre de la Défense.

« *Toute la nation [palestinienne] est responsable.* »  
**Isaac Herzog**, président de l'État d'Israël.

Ces déclarations des plus hautes autorités politiques de l'État israélien concernant l'offensive militaire en cours à Gaza ne laissent planer aucun doute sur leurs intentions génocidaires.

À l'heure où nous écrivons, 2808 Palestinien·nes ont été tué·es à Gaza, dont plus de 1000 enfants, par les bombardements massifs israéliens. En l'espace d'une semaine, environ 6000 bombes y ont été lancées par l'armée israélienne, presque autant que par les États-Unis lors de l'année la plus meurtrière en Afghanistan. Le blocus total mis en place par l'armée israélienne autour de Gaza prive ses habitant·es d'eau, d'électricité et de nourriture, condamnant à mort des dizaines de milliers d'entre elleux. L'impossible évacuation ordonnée par les autorités israéliennes, l'intensification des bombardements et l'annonce d'une offensive terrestre imminente laissent présager un désastre humanitaire et un probable crime contre l'humanité. Cette violence punitive est annoncée, tolérée, permise et même soutenue par la communauté internationale.

**Les bombardements israéliens visent délibérément à causer le plus de dommage possible**, conformément à la doctrine militaire développée par l'ancien chef d'État-major **Gadi Eizenkot**, membre du cabinet d'urgence formé par **Netanyahou** pour diriger les opérations. Il n'y a aucune distinction entre le civil et le combattant armé. Il y a deux jours, sur la route Salah-Al Deen, l'armée israélienne a frappé un convoi de civils fuyant la ville de Gaza City, tuant au moins 70 personnes, principalement des femmes et des enfants. Qui plus est, les observateurs internationaux comme **Amnesty** et **Human Rights Watch** alertent sur l'utilisation de phosphore blanc, proscrit par le droit de la guerre, et certains cas sont déjà bien documentés.

**Le choc causé par les atrocités commises le week-end dernier par les combattants palestiniens a laissé la société israélienne dans un tel état de sidération que bien peu de voix s'élèvent pour dénoncer les crimes de guerre et la politique génocidaire de leur gouvernement. Ce dernier bénéficie d'un soutien important dans la société civile, y compris parmi les secteurs mobilisés contre lui sur la question de la réforme judiciaire. Les décennies de colonisation et d'occupation ont profondément ancré dans la conscience collective la déshumanisation des Palestiniens·nes, légitimant le traitement inhumain et barbare qui leur est infligé.**

De son côté, le gouvernement français, en défendant le « *droit d'Israël à se défendre* », a apporté son soutien à une offensive israélienne dont tout le monde savait déjà qu'elle viserait principalement les civils palestiniens. Franchissant un cran supplémentaire, **le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a ordonné l'interdiction systématique des manifestations de soutien au peuple palestinien et s'emploie à réprimer toute expression de solidarité. Verbalisations, interpellations, arrestations, procédures de dissolution, tous les moyens à disposition des appareils policier et judiciaire sont employés.**

À Strasbourg, parmi les 13 manifestants arrêtés ce 13 octobre, figurent deux militant·es historiques du mouvement de solidarité, membres de l'Union juive française pour la paix (UJFP). Les journalistes sont aussi ciblés, à l'instar du journaliste Taha Bouhafs, arrêté avec sa carte de presse à la main alors qu'il couvrait le rassemblement. Ces arrestations sont politiques. La violation du droit élémentaire à manifester constitue un déni de démocratie qui s'inscrit dans le renforcement des tendances les plus autoritaires et illibérales de l'État sous la macronie.

Afin de justifier sa politique répressive, le gouvernement français prend pour prétexte la nécessité de lutter contre l'antisémitisme. Sous ce prétexte fallacieux, qui se fonde sur la **propagande israélienne amalgamant juif·ve et sioniste, antisionisme et antisémitisme, il crée les conditions du mal qu'il prétend combattre.** Interdire l'expression légitime de la solidarité avec un peuple dont le nettoyage ethnique se déroule en direct sous nos yeux, tout en associant cette interdiction avec la lutte contre l'antisémitisme, ouvre la voie à tous les dérapages et à tous les amalgames.

Nous dénonçons avec la plus grande fermeté cette politique irresponsable qui, loin d'aller dans le sens d'un apaisement en France, s'attaque au droit démocratique de manifester en faisant porter le chapeau aux juif·ves. Interdire que la colère et la solidarité s'expriment légalement et dans le cadre du mouvement de soutien à la lutte anticoloniale des Palestiniens·nes, c'est prendre le risque qu'elles s'expriment avec d'autant plus de confusions et de débordements. **Ce sont les crimes israéliens, et non pas leur dénonciation, qui alimentent l'antisémitisme.**

En tant que juif·ves, nous réaffirmons que la douleur ressentie actuellement par les juif·ves de France et les Israélien·nes suite aux massacres du Hamas ne saurait justifier un nettoyage ethnique à Gaza. Nous refusons qu'un génocide soit réalisé en notre nom.

Nous appelons toutes les organisations, associations et personnalités se réclamant de la lutte universelle pour la justice, la dignité et l'égalité à serrer les rangs. Face au pire qui se prépare en Palestine, face à l'autoritarisme et au racisme en France, notre responsabilité est immense.

Nous réclamons :

- La libération des militant·es et manifestant·es arrêté·es**
- Le droit de manifester en solidarité avec la lutte du peuple palestinien**
- L'arrêt immédiat des bombardements israéliens et le retrait des forces armées israéliennes**
- La levée du blocus et du siège de Gaza**
- Des négociations en vue de la libération des otages et des prisonnier·es politiques**
- Des sanctions internationales contre l'État israélien**

**TSEDEK!**

Collectif juif décolonial  
France

[blogs.mediapart.fr/tsedek](https://blogs.mediapart.fr/tsedek)

--

---

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey  
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>  
sous-domaine  
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>